



N°195 - MAI 2005

1,50 EURO

M 02348 - 195 - F: 1,50 €



Partisan

DE LA RÉSISTANCE À LA RÉVOLUTION

MENSUEL DE L'ORGANISATION COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE VOIE PROLÉTARIENNE



COMMUNIQUÉ DU CC DE L'OCML-VP | PAGE 3

POURQUOI NOUS VOTERONS NON



DÉLOCALISATIONS | PAGE 5

5 QUESTIONS 5 RÉPONSES

TOGO | PAGES 5

L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS S'IMPOSE



ET AUSSI...

SYNDICATS : INTERVIEW
RÉSEAUX EDUC...
L'ÉTAT NATIONAL
L'IRAN ET LA FRANCE



LE 29 MAI ET APRÈS...

Au moment où nous écrivons cet éditorial, le Oui et le Non sont à égalité dans les sondages. Mais quel que soit le résultat final du vote, nous dégagons trois enseignements de la situation politique actuelle.

★ Le premier est l'échec relatif de la bataille idéologique et politique engagée par la bourgeoisie pour faire adhérer les travailleurs à une construction européenne qui subordonne toute la vie sociale au marché, à la concurrence, et donc au profit. Dans cette bataille l'UMP et PS ont agité dans une union réelle et profonde qui manifeste leur vision commune des intérêts de l'impérialisme français dans la construction européenne.

Chirac avait choisi le référendum, par ce qu'il pensait qu'une forte majorité «populaire» accroîtrait «le poids de la France» (lire : celui de la bourgeoisie française), face à ses rivaux dans le leadership de l'Europe. Ce qui se passe fragilise au contraire sa position.

Ce rejet est aussi celui des politiques économiques et sociales, obéissant à la même logique, mises en œuvre par la droite comme par la gauche depuis des décennies. La montée du Non est un désaveu du PS et de ses années de gouvernement. Il est dans le camp de Bolkestein et de Giscard.

★ Le deuxième enseignement est qu'il y a dans le camp du Non deux visions de l'avenir qui s'opposent.

Autour du Non de gauche se dessine une nouvelle alliance réformiste, réunissant PCF, ATTAC et la LCR, les socialistes pour le Non, quelques Verts.

Leur slogan est : «J'aime l'Europe, je vote Non». Ce sont les tenants de l'Europe sociale. Leur programme : le maintien des «services publics», une protection sociale européenne, un salaire minimum, une Europe dirigée par un parlement européen, une armée à l'écart de l'OTAN. Bref une Europe qui puisse faire contre poids à la puissance américaine et chinoise. ... Avec un gouvernement de gauche ou pas, cette Europe nous fera aussi le chantage à la concurrence chinoise ou américaine, défendra la compétitivité des trusts européens, et mènera des guerres en Afrique ou en Asie.

Cette alliance du Non ne dénonce donc pas le caractère

impérialiste de l'Europe en construction. Celle-ci serait donc acceptable pour peu qu'elle distribue quelques miettes et reste un peu «sociale». La LCR parle déjà «d'ouvrir un processus constituant».

Pour Voie Prolétarienne cette voie de la réforme a été expérimentée de nombreuses fois et a conduit aux échecs et aux désillusions et dans des tas de pays. Pourquoi cela serait-il différent au niveau européen ? Pour nous les travailleurs ont à construire une alternative révolutionnaire et anti-impérialiste, rompant avec ces illusions réformistes.

★ Le troisième enseignement est que la dynamique du Non, pour positive qu'elle puisse être, ne peut pas dégager par elle-même cette alternative. Cette alternative se construira en opposition au courant du Non réformiste.

Bien sûr, la situation encourage à transformer le raz-le-bol, qui s'exprime dans le vote Non, en un mouvement gréviste qui s'oppose en pratique à toutes les mesures gouvernementales et patronales. Cela est nécessaire, mais insuffisant.

La classe ouvrière a non seulement besoin de résister à la bourgeoisie sur le terrain économique (elle n'a d'ailleurs pas le choix), mais aussi sur le terrain idéologique et politique (ce dont elle a moins conscience, alors que la bourgeoisie est très active en ces domaines).

La classe ouvrière a donc besoin de construire son identité politique — ses objectifs de transformation sociale—, son identité idéologique en affirmant ses valeurs de solidarité et d'entraide contre celles de la concurrence et de l'individualisme. Cela ne peut naître du seul mouvement. Il lui faut un parti révolutionnaire qui défende ses valeurs, qui construise et porte son alternative.

Nous ébauchons cette voie en faisant en sorte que les luttes servent à tisser des liens de solidarité entre travailleurs de différentes catégories, de différents pays, en Europe et ailleurs. Les résistances doivent faire vivre solidarité et internationalisme. Mais en même temps que nous construisons cette résistance ouvrière par-delà les frontières qui cible le système capitaliste lui-même, nous construisons aussi le Parti communiste révolutionnaire qui manque aux travailleurs pour transformer le monde.

C'est le sens que nous donnons à notre soutien au meeting internationaliste qui a lieu le 21 mai à Saint-Ouen.

NOUS SOMMES COMMUNISTES

VOIE PROLÉTARIENNE EST UNE ORGANISATION COMMUNISTE

COMMUNISTES, nous sommes convaincus qu'il y a un autre choix que d'accepter le capitalisme, la fatalité de la crise, la misère matérielle et morale, les guerres : celui de lutter pour une société d'hommes et de femmes librement associés, prendre en main notre avenir et ne pas subir celui que nous réserve la bourgeoisie. Il est vrai, les ouvriers peuvent prendre le pouvoir et le perdre. L'URSS et la Chine ont été des espoirs. Ce sont maintenant des pays capitalistes. Mais nous ne tournons pas la page. La Commune de Paris, la révolution russe ou chinoise et en particulier la Révolution Culturelle sont de riches expériences pour nous. Nous avons encore à apprendre d'elles pour mieux surmonter les difficultés actuelles ou futures.

COMMUNISTES, nous luttons pour que les exploités détruisent le pouvoir et la bourgeoisie (son gouvernement, son parlement, sa police et son armée) et exercent par eux-mêmes un pouvoir sur toute la société. Ce pouvoir ne sera réel que s'il est porté par un bouleversement complet des rapports entre les hommes, des relations entre les hommes et les femmes, de la division du travail, du travail lui-même. Son accouchement ne pourra se faire que par la violence de masse.

COMMUNISTES, nous défendons les intérêts de tous les ouvriers, pas les intérêts de la France. Le nationalisme et le racisme nous divisent. Ils sont pour les ouvriers des impasses. Contre l'impérialisme — et particulièrement l'impérialisme français —, nous sommes aux côtés des peuples dominés et soutenons leur droit à l'indépendance.

Il faut une **ORGANISATION** pour résister et combattre, mais il la faut aussi pour comprendre et apprendre dans la lutte. Nous en avons besoin pour faire des expériences passées un guide pour l'action. Nous avons besoin d'elle pour que la pratique et le savoir de chacun deviennent la richesse de tous par la confrontation et le débat. Nous avons besoin d'une telle organisation pour que la lutte pour le communisme soit portée, de façon réfléchie, par un nombre croissant de travailleurs.

Voilà ce à quoi travaille Voie Prolétarienne.

Partisan est le journal de Voie Prolétarienne, association suivant la loi de 1901 déposée en Préfecture de Bobigny. Direction de publication : G. Lecœur. Commission paritaire numéro 10507. Dépot légal : 2^e trimestre 2005. Imprimé par Rotographie, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil (01 48 70 42 22)

Voie Prolétarienne, BP n°48
93802 Epinay/Seine cedex France

Notre adresse e-mail :
vp.partisan@caramail.com

ABONNEZ-VOUS !

TROIS MOIS À L'ESSAI : 3 €

UN AN SOIT 10 NUMÉROS
SOUS PLI FERMÉ : 23 €
SOUS PLI OUVERT : 15 €

UN AN SPÉCIAL DIFFUSION
SOUS PLI FERMÉ : 11 €
PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE
SOUS PLI OUVERT : 6 €
PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE

POUR NOS LECTEURS FRANCOPHONES
À L'ÉTRANGER, TARIF D'ABONNEMENT POUR UN AN :
30 \$ CDN (CANADA), 30 FS

CHÈQUES À L'ORDRE DE :
VOIE PROLÉTARIENNE, BP N° 48
93802 EPINAY-SUR-SEINE CEDEX
CCP : N° 23 743 83 G PARIS

LIBÉRATION DES SYNDICALISTES MAROCAINS !

Les 6 ouvriers des mines d'Imini près d'Ouarzazate viennent d'être libérés avec sursis. Des chants de victoire ont été ainsi entendus lundi tard le soir au sein de la Cour d'appel d'Ouarzazate, puis devant la prison civile de la ville. La libération des six ouvriers des mines d'Imini condamnés en première instance à 10 ans de prison ferme était le couronnement de la mobilisation des villageois qui ont tenu bon jusqu'à la fin, des médias libres et enfin des comités de soutien à Bruxelles, Amsterdam, Lille,.... Leur peine a été réduite à deux ans de prison ferme avec sursis. Dans une salle archicomble «envahie» notamment par les villageois d'Imini, la confrontation des témoins a provoqué à maintes reprises des rires aux éclats, surtout devant l'incohérence des propos de plusieurs témoins à charge appelés à la barre. La lutte continue pour le retrait de toutes peines !

RENCONTRE INTERNATIONALISTE

NON À LA FERMETURE DE L'USINE AREVA (EX-ALSTOM) DE SAINT-OUEN !

L'OCML Voie Prolétarienne – Partisan soutient l'initiative prise par ce «Groupe de défense de l'emploi» et vous invite à y participer et à la faire connaître.

Le Groupe de Défense de L'Emploi organise une rencontre internationaliste

LE 21 MAI À LA BOURSE DU TRAVAIL DE SAINT OUEN (93), DE 15 H À 21 H

■ Le Groupe de défense de l'Emploi de Saint Ouen (GDE) est un collectif de lutte qui regroupe des travailleurs qui ne veulent pas rester inactifs face à une annonce de fermeture : des anciens de l'usine, retraités et préretraités, des travailleurs de l'usine, des militants associatifs et politiques, des individus.

■ Le GDE organise une réunion internationaliste, car le plan de suppression d'emplois d'Areva est européen et la stratégie du groupe mondiale. Les ravages de la concurrence impérialiste sont à l'œuvre sur toute la planète. Ce n'est qu'en tissant des liens internationaux que l'on peut contrer de manière vivante et efficace la propagande de division de la bourgeoisie, et défendre l'emploi et les conditions de travail de tous.

■ Aussi, des travailleurs d'autres régions et pays participeront à cette rencontre :
— Des travailleurs allemands en particuliers de l'usine Areva de Kassel (Allemagne).
— Des travailleurs Belges, Turcs ...
— Des travailleurs de Longwy

La rencontre se terminera par une animation du groupe Jolie Môme, et par un repas .
3 RUE AMBROISE CROIZAT. MÉTRO MAIRIE DE SAINT OUEN

CONSTITUTION EUROPÉENNE NON

POURQUOI NOUS APPELONS À VOTER NON AU RÉFÉRENDUM

RÉSOLUTION DU CC DE L'OCML-VOIE PROLETARIENNE

La montée du NON dans les sondages exprime l'exaspération des travailleurs, qui se manifeste déjà dans un regain des luttes ouvrières. Elle contrarie les projets des partis de la bourgeoisie, UMP et PS, qui font campagne pour l'approbation du projet de constitution.

Cette constitution est un nouveau pas dans la construction d'une Europe impérialiste unifiée, processus engagé depuis des décennies. Cette Europe s'unifie sous la direction des principaux pays impérialistes qui la constituent (France, Allemagne, Grande Bretagne, ...), pour pouvoir rivaliser avec les USA, La Russie, et la Chine, pour le partage du monde et le contrôle économique et politique des pays dominés.

L'UMP et la majorité du PS sont unis dans la défense de cette constitution, parce qu'ils défendent tous deux les intérêts de l'impérialisme français. La majorité des Verts s'est ralliée à ce projet. Le glissement vers le NON de l'électorat populaire et petit bourgeois accentue les divisions dans ces partis.

NOUS REJETONS CE PROJET DE CONSTITUTION D'UNE EUROPE IMPÉRIALISTE.

★ La Constitution fixe des règles économiques, contraignantes, visant à accroître la compétitivité de l'Union Européenne face à ses concurrents. Elle affirme que « l'évolution des conditions de la concurrence à l'intérieur de l'Union [...] aura pour effet d'accroître la compétitivité des entreprises (...) Une telle évolution résultera tant du fonctionnement du marché intérieur, qui favorisera l'harmonisation des systèmes sociaux, que des procédures prévues par la constitution et du rapprochement des dispositions législatives, réglementaires, et administratives des états membres. »

★ L'amélioration de la compétitivité de l'Union passera par l'abaissement du coût du travail, le démantèlement des services collectifs (services dits « publics » et qui ne le sont plus depuis longtemps), par la mise en place de services d'intérêt économique généraux (SIEG) qui agiront dans le cadre d'un marché de libre concurrence. La gratuité de l'accès à des prestations sera progressivement remplacée par des aides individualisées et conditionnelles.

★ De ce point de vue, cette constitution n'innove pas. Elle s'inscrit dans un processus engagé au niveau mondial et européen. Elle officialise les dispositions de l'AGCS (accord de libéralisation des services négocié dans le cadre

de l'OMC) impulsés par les gouvernements européens et américains.

★ Le projet propose un fonctionnement de l'Union Européenne qui doit permettre d'échapper à la règle de l'unanimité en offrant la possibilité de décisions à la majorité qualifiée. Ces règles devraient ainsi éviter que les petits pays de l'Union puissent bloquer les décisions essentielles. Elles garantissent ainsi l'hégémonie dans l'Union des grands pays impérialistes qui la composent. Des dispositions particulières permettent à ces pays d'aller plus avant dans leur intégration économique et militaire.

CETTE CONSTITUTION EST LE PROGRAMME DE LA BOURGEOISIE EUROPÉENNE EN FORMATION.

★ C'est un programme de guerre de classe qu'il faut rejeter en tant que tel, sans s'abstenir. Mais cette guerre est déclarée depuis longtemps, les travailleurs du privé y font déjà face depuis des décennies.

★ Prétendre que cette Europe en construction abolirait les frontières est mensonger : la bourgeoisie abolit les frontières pour les marchandises et les capitaux, elle les maintient pour les hommes et les femmes. L'Europe Unie dresse des barrières toujours plus dures contre la circulation des hommes et des femmes des pays qu'elle domine. Elle préserve aussi les spécificités nationales des pays qui la compose, et entretient les chauvinismes locaux pour maintenir des barrières entre les travailleurs à l'intérieur de l'Europe, même lorsqu'elles n'existent plus aux frontières.

NOTRE NON N'EST PAS CELUI DES RÉFORMISTES

★ Pour ATTAC et le PCF, l'adoption du traité constitutionnel reviendrait à « figer dans le marbre pour 50 ans les politiques libérales en Europe » et empêcherait un futur gouvernement de « gauche » de prendre « d'autres mesures ». Avec ou sans ce traité, c'est la construction même de l'Europe en un bloc impérialiste qui est en cause. Ces « opposants » invitent les ouvriers à concevoir la défense de leurs intérêts par la défense de la République Française, et à faire, de la ratification ou non de ce traité, une bataille décisive pour les travailleurs.

★ Ces réformistes qui rejettent cette constitution, détournent les travailleurs des véritables enjeux. Ils dramatisent et exaltent la démocratie parlementaire bourgeoise. Cette république française, qu'ils sacralisent, et celle qui organise



l'exploitation des travailleurs de France et celle des pays que l'impérialisme domine.

L'ORGANISATION COMMUNISTE ML VOIE PROLETARIENNE APPELLE À VOTER NON.

★ Par leur Non, les travailleurs rejettent les politiques que les bourgeoisies européennes appliquent depuis des années. Ce rejet s'exprime de façon extrêmement positive dans les luttes sociales actuelles, que la victoire du Non pourrait encourager. Mais si les communistes doivent encourager ces mouvements, ils doivent surtout les faire déboucher sur un renforcement de la classe ouvrière en organisation et en conscience, pour la défense de ses véritables intérêts.

★ Ce NON doit être un rejet du consensus auquel nous appelle la bourgeoisie française, du consensus autour de la construction d'une Europe impérialiste, excluant de tous les droits (politiques, sociaux, économiques) les travailleurs issus des pays qu'elle domine, pour mieux exploiter tous les travailleurs en Europe.

★ Ce NON sera un désaveu pour le gouvernement et provoquera une crise

riposte qui pèsera ne peut se faire que dans la lutte sociale et politique collective à l'échelle de l'Europe, c'est à dire en surmontant nos divisions, locales ou nationales.

☆ Face à la bourgeoisie qui organise la concurrence entre tous les ouvriers pour imposer le triomphe de ses intérêts, la réponse est dans la construction d'une solidarité internationale, qui ne se borne pas aux frontières de l'Europe.

☆ Face à la bourgeoisie, en rejetant le consensus, nous nous renforcerons en affirmant nos intérêts ouvriers, en nous organisant pour la défense de ceux-ci, et pour construire une société socialiste.

☆ Face à la bourgeoisie qui s'organise, cette issue suppose que nous construisions un parti qui organise les travailleurs dans ce but. Un véritable parti communiste internationaliste.

★ Les intérêts de la classe ouvrière et les valeurs de la société que nous voulons construire sont antagoniques aux intérêts de classe et aux valeurs que porte cette constitution. Nous voulons la solidarité entre les hommes et les femmes, la constitution sacralise la concurrence et la guerre économique. Nous voulons une société qui satisfasse les besoins de la majorité, la constitution sacralise les intérêts d'une classe minoritaire : la bourgeoisie.

NON À LA CONSTITUTION EUROPÉENNE OUI À LA CONSTRUCTION D'UNE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ENTRE LES TRAVAILLEURS ET LES PEUPLES.

NON A L'EUROPE IMPÉRIALISTE OUI À LA DÉFENSE DE NOS INTÉRÊTS DE TRAVAILLEURS, POUR UNE SOCIÉTÉ SOCIALISTE.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE
Bruxelles, le 14 avril 2005

LE DIALOGUE SOCIAL RENFORCÉ PAR LA CONSTITUTION

Aujourd'hui, lors d'une conférence à laquelle on célébrait le 20^e anniversaire du dialogue social européen, John Monks, Secrétaire général de la CES, et Philippe de Buck, Secrétaire général de UNICE, ont exprimé leur soutien au Traité constitutionnel et à sa ratification partout en Europe.

Ils ont en particulier salué l'article I-48, qui reconnaît le rôle des partenaires sociaux au niveau européen et qui prend en compte respectivement la diversité des relations sociales nationales et l'autonomie du dialogue social.

Après vingt ans d'existence, le dialogue social européen a fait la preuve de sa valeur.

CES : Confédération Européenne des Syndicats, à laquelle adhère la CFDT, mais aussi la CGT...
UNICE : Union des Industries de la Communauté Européenne, syndicat des grands patrons à l'échelle de l'UE et dont Seillière, qui quitte le MEDEF, deviendra le président à partir du 1^{er} juillet.

CONSTITUTION EUROPÉENNE NON

LES FEMMES OUBLIÉES !

Les femmes sont les grandes oubliées du traité constitutionnel européen. Non seulement, il n'est nullement question de quelques droits nouveaux dans les 448 articles, mais la plupart des droits qui leur sont reconnus dans un grand nombre de pays européens ne le sont plus dans le projet de Constitution ! Ainsi en est-il des droits à la contraception et à l'avortement. Non seulement ils ne sont mentionnés nulle part, mais, en plus, ils sont même remis en cause par l'ambiguïté du «droit à la vie» reconnu «à toute personne» (article II-62). Une faille qui comble d'aise les opposants au droit à l'avortement pour qui le fœtus est une «personne». C'est une concession dangereuse à certains pays de l'Union, comme le Portugal, dans lesquels l'interruption volontaire de grossesse est sévèrement réprimée. Il en est de même pour le droit au divorce, nulle part mentionné, alors que figure pourtant en toutes lettres dans le traité celui «de se marier» et de «fonder une famille» (article II-69). Quant au viol, reconnu comme un crime en France, il n'a pas non plus le droit d'être mentionné.

Et «le droit de travailler», et non le «droit au travail» (article II-75), pénaliserait tout particulièrement les femmes, déjà lourdement frappées par la précarité et les bas salaires.

À COMMANDER À NOTRE BOITE POSTALE



PLAN B

Le NON a progressé aux Pays-Bas jusqu'à 58,5 %. Il vient de progresser en Pologne de 36 % à 44 % des voix. Il monte majoritairement au Danemark. La Suède est traversée par le débat sur Bolkestein et les salaires des ouvriers du bâtiment lettons au point que le plus grand syndicat menace de revoir sa position sur la Constitution.

En Allemagne, Oskar Lafontaine, dirigeant respecté du SPD, très écouté des syndicats, tout comme Georges Dubunne, dirigeant syndical belge de la FGTB, fondateur président de la CES, défendent le NON.

Les Grecs sont secoués par une crise sociale et politique d'envergure. Deux cent mille manifestants réclament un référendum et clament : «le NON Français est notre NON». Le Portugal, qui vote à l'automne, se sent concerné.

LA CRISE POLITIQUE SE DÉVELOPPE EN EUROPE

En fait, la France est si peu isolée que tous les dirigeants des 25 qui avaient cru pouvoir ratifier la Constitution «en douce», le 18 juin 2004, discutent dorénavant ouvertement de ce qu'ils vont faire après le NON français. Le président polonais Kwasniewski tente de limiter les dégâts. «S'il s'avère, qu'après son rejet par les Français, il faille renégocier la Constitution, a-t-il déclaré, le référendum sera reporté.»

Le président polonais se place déjà dans l'optique de la recherche d'un nouveau plan, le «plan B».

Ce plan accentuerait en fait la crise politique et surtout le large débat qui se développe en Europe sur le bilan de l'UE et sur les perspectives réelles du projet de Constitution.

Alors, plus que jamais : NON ! Mais OUI au débat sur l'alternative à cette Europe impérialiste. SM

Attac posait des questions aux forces politiques. Le PCF et la LCR y répondent.

CONVERGENCES ACCRUES POUR UNE «NOUVELLE GAUCHE» REFORMISTE ?

SUR LE SECTEUR PUBLIC ET LES ACQUIS SOCIAUX. Pour le PCF, depuis longtemps déjà «social-démocratisé», il suffirait de quelques aménagements du traité constitutionnel pour rendre «sociale» l'Europe impérialiste. Il exige comme Attac «l'arrêt des privatisations, l'évaluation approfondie de leurs effets économiques et sociaux et l'engagement d'une politique volontaire fondée sur la valorisation des services publics. La priorité des services publics et leur mise à l'écart de la concurrence doivent être énoncées clairement dans le futur traité...»

La LCR tient sensiblement le même langage et réclame «la réduction à l'échelle de l'union européenne de la durée du temps de travail sans diminution de salaire et sans flexibilité, la réquisition des entreprises qui font des profits et qui licencient sont des revendications...»

Le crétinisme parlementaire du PCF est si ancré qu'il va jusqu'à affirmer : «Que les dispositifs européens puissent être utilisés comme des instruments de régression des droits est une absurdité.» Quelle naïveté de la part de « communistes » qui semblent ignorer le caractère réactionnaire d'une Europe capitaliste «unie» !!! Et comment donc mettre en œuvre les mesures sociales dans ce cadre là ?

SUR LE «CONTRÔLE» DES CAPITAUX. Le PCF : «tout cela suppose, comme vous (Attac) le suggérez, tout autant le contrôle des marchés de capitaux que la réorientation des missions et le contrôle strict de la Banque Centrale Européenne par les instances élues, européennes et nationales.»

Et c'est pourquoi la LCR, qui surenchérit sur le PCF, affirme que «Nous sommes contre l'article III-45 qui indique que les restrictions tant aux mouvements des capitaux qu'aux paiements entre les États membres et

entre les États membres et les pays tiers sont interdites». Comme Attac l'indique, un tel article peut être évoqué contre la taxe Tobin et toute forme de taxation de transferts de capitaux à des fins spéculatives.»

Il suffirait, à les lire, d'un peu de volonté pour dompter et humaniser le capitalisme-impérialiste. Mais comment se fait-il que la «gauche plurielle» ait pu échouer ?

SUR LA CONCURRENCE. Au Traité constitutionnel qui stipule que «L'Union offre à ses citoyens et à ses citoyennes un espace de liberté, de sécurité et de justice sans frontières intérieures, et un marché où la concurrence est libre et non faussée» (article I.3. alinéa 1.2) et qui demande «la suppression progressive des restrictions aux échanges internationaux et aux investissements étrangers directs, et à la réduction des barrières douanières et autres» (article III-216), la LCR répond : «Comme Attac, nous pensons que la concurrence ne doit pas être ni un objectif et ni une norme supérieure de la construction européenne.»

Le PCF, lui aussi, déclare qu'«Un nouveau traité constitutionnel doit bien sûr être débarrassé de la référence obsédante au marché et à la concurrence libre : ni la concurrence ni le libre-échange ne peuvent être des principes structurants de l'Union.»

D'accord avec Attac, PCF et LCR se disent donc opposés à la «libre concurrence» ! Et que nous proposent-ils en échange ? Le socialisme ? Vous n'y pensez pas ! Seulement une concurrence «régulée», bien sûr !

Entendez la plainte du petit bourgeois réclamant à l'État «au-dessus des classes» une concurrence «bien régulée», et un capitalisme «à visage humain» ! Quel humanisme ! Cela pourrait passer pour de la naïveté, si nous n'avions pas eu vingt ans de dupérite réformiste ! **Un lecteur**

16 MAI POURQUOI FAIRE ?

Le 16 mai, le gouvernement nous demandait d'être solidaire avec les personnes âgées et avec les handicapées. Que de bons sentiments ! Toutefois, la commission des finances de l'Assemblée nationale nous apprend que : «Une fois de plus, les faits montrent le décalage entre l'affichage d'une politique et la mise en œuvre réelle de celle-ci. Il s'agit d'un véritable désengagement de l'État en matière d'investissement en faveur des structures accueillant des personnes âgées.»

Nous avons massivement refusé cette «solidarité» qui visait à nous faire oublier que le gouvernement Raffarin portait seul la responsabilité des 15 000 morts de la canicule de l'été 2003.



AVEC LES LYCÉENS !

Un collectif contre la répression des lycéens s'est créé en région parisienne. Le 20 avril dernier en effet, les lycéens ont organisé une occupation d'une annexe du ministère de l'Éducation nationale. La police est intervenue sans faire de quartier, beaucoup ont été tabassés, et plus de 170 d'entre eux ont été placés en garde à vue ! Plusieurs sont désormais convoqués à des procès en mai et en juin, tout comme un enseignant de Sud-

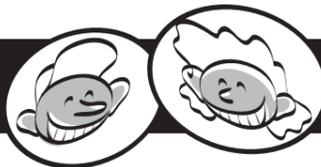
Education qui a lui aussi été arrêté. Ce n'est pas le seul endroit où la répression s'est abattue, puisque dans plusieurs lycées de banlieue parisienne et d'autres régions, les blocages ont été levés par la police en étant accompagnées d'arrestations. Les motifs d'inculpation dont sont accusés les lycéens sont totalement démesurés (coups et blessures à agent de la force publique, dégradations et violences en réunion, etc). Ceux qui ont cogné dur, et dégradé du matériel dans l'annexe du ministère en enfonçant des portes, ce sont les flics...

Quoiqu'il en soit, cette répression brutale est issue d'une volonté politique du gouvernement de casser définitivement un mouvement, et non d'une volonté de Justice, même dans ses limites capitalistes «habituelles». Mais cela ne signifie pas que c'est la première fois que cela arrive. Lorsque cela est nécessaire, l'État capitaliste est toujours prêt à dépasser les limites «démocratiques» de sa «Justice».

Le collectif va organiser des mobilisations autour des tribunaux pour soutenir les lycéens lors de leurs procès. Il a aussi besoin de fonds pour payer les frais de justice. De nombreux syndicats et organisations s'y sont associés, à l'exception notable de... la FIDL (syndicat lycéen proche du PS) qui condamne l'action du 20 avril (et donc ses participants), de l'UNL (proche du PCF) qui ne s'est pas prononcé, du SNES (syndicat enseignant majoritaire !).

Pour aider les lycéens inculpés, un compte va être ouvert pour recevoir les fonds. Pour plus de précisions contactez : comite.soutien@laposte.net

Militant VP



Humour

Enfin, une vraie histoire de charité !

Un homme, style élégant et BDSB (bien dans ses baskets), sort d'une épicerie fine poussant un caddie rempli à ras bord de marchandises et de gourmandises en tout genre : champagne, foie gras, caviar, prune du Japon, etc.

En fait, il s'agit, du baron Ernest-Antoine qui fait ses courses chez Fauchon.

En s'approchant du coffre de son magnifique 4X4, il aperçoit un homme qui ramasse de rachitiques brins d'herbes poussés à travers le béton du parking :

Ernest-Antoine : — Excusez-moi, mon brave, mais que faites vous ?

Le pauvre : — Je ramasse de l'herbe, c'est pour la manger, j'en ramène aussi à la maison, on n'a plus rien.

— Ah bon ! Si je peux me permettre... Tenez : voici ma carte, avec mon adresse, venez plutôt manger à la maison !

— C'est gentil, M'sieur, mais j'ai une femme et huit mômes, et je, enfin...

— Mais venez avec votre famille !

— Oh alors, ça, c'est gentil ! Mais c'est que les grands y sont déjà mariés, pi z'ont aussi des p'tits...

— Allons, mon ami, je vous en prie, venez tous !

— Z'êtes sur ? Pace qu'y a aussi mes sœurs et mes beaux-frères, on est nombreux...

— Je vous le dis, j'insiste, ça me fait plaisir, venez tous, autour de chez moi, l'herbe est haute comme ça, si vous êtes nombreux, en trois heures, c'est tondue !



LE GROUPE DE DÉFENSE DE L'EMPLOI DE SAINT-OUEN FAIT LE BILAN

Une cinquantaine de personnes ont participé à la réunion d'information et de soutien le jeudi 21 avril à la Bourse du Travail. «Le Parisien» du jour avait repris le tract d'invitation dans ses pages locales, et ceux d'entre nous qui avaient proposé ce tract aux vitrines des commerçants de Saint-Ouen avaient reçu un très bon accueil.

Une information a été faite sur la situation de TSO (l'usine Transformateurs Saint-Ouen), sur celle de l'ensemble du site Alstom-Areva de Saint-Ouen, et sur l'ensemble du plan de suppressions d'emplois de Areva T et D. Un conseiller général du 93 et un conseiller municipal de Saint-Ouen ont provoqué un débat en posant la question du rôle de l'Etat et celle des contre-plans de développement industriel. La présence de membres de l'APEIS, association de chômeurs, de l'association des jardins ouvriers d'Alstom et d'Areva, d'habitants de Saint-Ouen, etc, ont permis de faire un pas de plus dans l'unité de lutte pour l'emploi et contre la précarité.

Treize personnes se sont inscrites pour renforcer le Groupe de Défense de l'Emploi et sept autres pour participer également aux actions organisées par les travailleurs de l'usine ou par le Groupe de Défense. MC

BOLKESTEIN MISE EN ŒUVRE

Un rapport, non rendu public, réalisé par l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS), explique dans le détail comment les entreprises s'appuient sur les règlements de l'Union Européenne pour «délocaliser sur place» : plutôt que de transférer une activité à l'étranger, l'employeur fait venir en France des travailleurs d'un pays où le coût du travail est particulièrement bas pour remplacer la main-d'œuvre «locale». En principe, le travailleur étranger devrait être soumis au droit du travail du pays d'accueil. Mais, «pour éviter les complications administratives», des dérogations rendent cette règle inopérante. Résultat : des entreprises françaises font appel à une main-d'œuvre étrangère payée aux tarifs des pays d'origine. C'est notamment le cas dans le bâtiment et les travaux publics, mais France Télécom, par exemple, utilise volontiers cette méthode.

Ce rapport conclut que «La question fondamentale reste celle de l'effectivité du contrôle et des risques élevés de travail illégal, de dumping social et fiscal, de distorsion de la concurrence», mais puisque la directive Bolkestein, même «revisitée», conclura de toute manière que les procédures de contrôle doivent être confiées au pays d'origine, on voit mal comment cette difficulté relevée par le rapport de l'IGAS pourrait être résolue !

POUR CONSTRUIRE UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE



LISEZ

Partisan

Délocalisations

Un spectre hante l'Europe, le spectre des délocalisations ! Les textiles chinois et les salaires de Roumanie se sont invités dans la campagne du référendum. Les tenants du OUI affirment que l'Europe unie peut seule constituer un impérialisme suffisamment puissant. Sans employer le mot impérialisme, bien sûr. Et sans convaincre. Les partisans du NON peuvent se contenter de rappeler les incontournables de cette Europe et de cette constitution qu'on nous propose : le marché, la concurrence libre et non faussée. Les uns parlent de la Chine et de l'Inde, les autres de la Roumanie et de la Pologne...

1 Y A-T-IL DE PLUS EN PLUS DE DÉLOCALISATIONS, OU EST-CE UNE BULLE MÉDIATIQUE POUR MIEUX FAIRE PEUR AUX TRAVAILLEURS ? Les deux ! C'est à la fois une réalité, mais c'est une réalité limitée et l'occasion d'un chantage. Une étude ministérielle publiée en 2004 par la DREE (direction des relations économiques extérieures) a été ensuite citée partout. Elle affirmait que «les investissements industriels dans les pays en développement, susceptibles de correspondre à des délocalisations, représentent 4% du stock total d'IDE français (IDE = investissements directs à l'étranger).»

Quatre pour cent seulement correspondraient donc à des suppressions d'emplois dans notre beau pays. Beaucoup de ces investissements extérieurs, au contraire, assurent la pérennité de «nos» entreprises, voire même contribuent à créer des emplois ici, ajoutent nos bons capitalistes. Là, ce n'est pas faire du chantage, mais c'est noyer le poisson. Car, après tout, il s'agit de licenciements. «4% de licenciements seulement, ce n'est pas beaucoup, et c'est pour pérenniser l'entreprise» : on connaît le discours. Il y a pourtant une vérité bonne à rappeler pour éviter les idées simplistes : 80% des investissements réalisés à l'étranger par les capitalistes français sont dirigés vers des pays riches. La France elle-même est une destination privilégiée d'investissements étrangers. Enfin, les groupes transnationaux sont ceux qui réalisent les profits les plus faramineux.

2 FONT-ILS DES LICENCIEMENTS POUR AUGMENTER LEURS PROFITS, ET LA VALEUR DES ACTIONS EN BOURSE ?

Il ne suffit pas de licencier ! Par contre, «le progrès technique est de loin la cause la plus importante de la fameuse désindustrialisation», constate une étude de l'OFCE, l'observatoire français des conjonctures économiques. «Le pays a été le lieu, ces dernières décennies, et particulièrement dans les années 1980, d'une très forte augmentation de la productivité» (Le Monde, 13 avril 2005). Les années 1980, années de Gauche, ont battu des records dans le renforcement de l'exploitation des travailleurs. En clair, avec une augmentation de la productivité de 2,5% par an, vous sortez, au bout de 40 ans, la même production avec moitié moins de personnel. Ce n'est pas du 4%, cette fois, c'est du 50% ! Les milliards d'euros s'accumulent alors au sommet, et les millions de chômeurs à la base, sans délocalisation.

Ce phénomène, l'augmentation de la productivité – à l'origine d'une contradiction fondamentale du capitalisme – fait des ravages d'abord dans les pays « émergents ». La destruction des vieilles indus-

5 QUESTIONS 5 REPONSES

tries « soviétiques », comme dans les provinces du nord-est de la Chine, a généré des dizaines de millions de chômeurs.

3 MAIS LES DÉLOCALISATIONS SE DÉVELOPPENT, TOUT DE MÊME ?

Oui, et c'est ce qu'on désigne aussi par mondialisation. La baisse des coûts des transports et la baisse des tarifs douaniers ont favorisé la réorganisation mondiale du système capitaliste post-colonial. Une étude de la CGT en 2003 le constatait : «Le schéma classique des délocalisations et de la sous-traitance en oeuvre au cours des années 1970 et 1980 correspondait aux industries dites de main d'œuvre, comme le textile, l'habillement et le petit électroménager. Aujourd'hui, ces phénomènes s'observent dans l'ensemble des secteurs d'activité, dans l'industrie comme dans les services...» La mode gagne aussi les PME. Le cabinet Alpha le notait aussi il y a quelques mois : «La plupart des restructurations, entre l'hiver 2003 et le printemps 2004, comprenaient un volet délocalisation exprimé sous différentes formes : sous-traitance, partenariats, transferts de production, etc.»

4 TANT QU'IL Y AURA DES SALAIRES À 40 OU À 110 EUROS PAR MOIS... ?

Le niveau des salaires n'est pas le seul facteur en cause, ce n'est même pas le critère déterminant. Car ce que recherche le Capital, c'est le profit ! Citons encore une étude, du cabinet Altedia cette fois, commandée récemment par Jean-Louis Borloo : «Les coûts du travail plus faibles compensent largement les différences de productivité» ; et «la main d'œuvre se qualifie très rapidement.» Autrement dit, il faut que la main d'œuvre soit bon marché, mais aussi qualifiée et productive.

Sont recherchés par le Capital, entre autres : des matières premières disponibles, des infrastructures (des services publics, eh oui) et des partenaires capitalistes locaux fiables, la possibilité de rapatrier les profits, une parité des monnaies non dissuasive (l'euro par rapport au dollar, etc.). Le premier facteur déclaré, conscient, décidant d'une localisation d'industrie, est, selon l'enquête d'Altedia, l'état du marché. C'est-à-dire que, même si le niveau de vie était identique en Europe et en Extrême-Orient, les capitalistes s'implanteraient en Chine parce que la croissance y est de 9% alors qu'elle n'arrive pas à atteindre 2% en France. La recherche du profit maximum a toujours généré des déplacements de capitaux et un développement inégal de l'impérialisme.

Enfin, il y a un facteur appelé pudiquement «stabilité», mais exprimé très clairement, par exemple, dans cette publicité du Bureau de liaison des «call-centers» du Maroc : «450 euros par mois charges comprises, pas de risque de grève, pas de syndicat, 44 heures de travail hebdomadaires, coûts inférieurs de 50% par rapport à la France». Pas de syndicat, certainement, pas de grève, peut-être, mais pas de «risque» de grève... ! Enfin, pour l'instant.

5 QU'EST-CE QU'ON PEUT FAIRE ? PAS GRAND-CHOSE ?...

D'abord se battre contre les licenciements et pour avoir de quoi vivre en tant que travailleurs, c'est clair. Ensuite, opposer au développement inégal du capitalisme un développe-

ment... du socialisme, en commençant par les organisations ouvrières. Quand des nouvelles structures syndicales se créent, le coup de main de «vieux» militants est souvent précieux. Dans les pays «émergents», beaucoup de choses émergent, et à un rythme de croissance rapide : des millions d'ouvriers, des grèves, des salaires en hausse, des organisations syndicales et politiques.

Dans les années 1980, par exemple, les travailleurs coréens ont fait trois grèves générales et multiplié par trois leurs salaires. Puis, très rapidement aussi, leurs dirigeants politiques et syndicaux se sont social-démocratisés. Ils ont mis leur espoir, comme en Afrique du Sud avec Mandela, au Brésil avec Lula, dans un processus démocratique qui n'a rien à voir avec le pouvoir économique et politique des ouvriers. Partageons notre expérience négative de la gauche et de la «démocratie». Prenons l'initiative de liens de solidarité internationaux. En un mot : il faut lutter contre les délocalisations-licenciements, mais il faut aussi répondre aux délocalisations de la recherche du profit par les délocalisations de la lutte des classes !

Marc Crépin

Extraits de notre Manifeste : «De la résistance à la contre-offensive»

Nous sommes entrés dans une époque de guerre économique exacerbée : guerre économique des impérialistes entre eux, guerre économique de tous les impérialistes contre tous les travailleurs. En effet, cette guerre contraint la bourgeoisie à remettre en cause tous les acquis sociaux, à baisser le coût de leur force de travail (droit à la santé, niveau de revenu, retraite), à accroître la précarité, à réduire les prestations-chômage. Cette guerre la contraint à engager restructurations sur restructurations.

[...] Au sein de chaque pays, les exigences de cette guerre économique font voler en éclat les conditions de la «paix sociale» et brisent les anciennes alliances de classe que la bourgeoisie avait mises en place pour maintenir son pouvoir [...] À la ruine des populations, au chômage, à la révolte, la bourgeoisie ne peut plus faire face qu'en renforçant le rôle policier, plus ouvertement répressif et réactionnaire, de son État.

À COMMANDER A NOTRE BP



Une brochure Partisan 2 euros

OÙ EN EST LE SYNDICALISME ? OÙ EN EST LE SYNDICALISME ? OÙ EN EST LE SYNDICALISME ?

CGT Sanofi-Aventis, usine de Vitry

Interview

Poursuivons notre débat engagé depuis octobre 2004 sur le syndicalisme, nous av

Une histoire syndi

COMMENT VOIS-TU L'ÉVOLUTION DE LA CGT, CES DERNIÈRES ANNÉES ? à la fin des années 80, les dirigeants de la confédération, membres du PCF, voient

bien que leur orientation ne marche pas. Le «produisons français» n'a produit que des défaites : la sidérurgie, Manufrance, Rateau, etc... Le capitalisme français se redéploie, ce qui met le PCF syndicalement dans l'impasse. Toute une bureaucratie ouvrière est ébranlée dans ses convictions. Elle voit sa base dans les usines se faire liquider et n'a pas d'alternative. La chute du mur, les effondrements à l'Est alimentent aussi leur désorientation.

Au début des années 90, la confédé réagit alors en se retrouvant, pendant une courte période, dans une logique de lutte un peu anarcho-syndicaliste. Elle était alors isolée et recherchait toutes les alliances possibles. C'est à cette époque, en 1992, qu'elle se met à soutenir les luttes sur le logement. En 93, on la voit répondre à l'appel du collectif de BULL Angers en lutte contre les restructurations. Suite à cela, je me rappelle avoir défilé avec mon syndicat, au pied de la tour Eiffel, avec SUD PTT et diverses intersyndicales. Puis, après Maastricht et l'adoption des critères de convergences, les attaques sur le secteur d'Etat s'amplifient.

Décembre 95 est un moment charnière. La CGT organise la grève, du moins celle des transports en commun, SNCF, RATP, tramways de Marseille... Certes, la CGT avait le souci de ne pas se faire doubler par des coordinations, comme cela avait été le cas pendant la grève SNCF de fin 1986, mais il y avait surtout que l'attaque gouvernementale visait à faire des économies sur le dos de la bureaucratie syndicale en même temps que sur le dos des salariés.

L'accord de fin de grève à la SNCF va poser les fondations de la nouvelle stratégie de la CGT. Le gouvernement s'est engagé à maintenir le nombre de délégués malgré la baisse programmée des effectifs de cheminots. Il a même augmenté les heures à disposition. Un PDG « de gauche » a été nommé. Par la suite, les grèves étaient le fait des autres syndicats mais pas de la CGT Cheminots, laquelle signait au contraire tous les accords et jusqu'au dernier en date, fin 2004, qui limite le droit de grève.

Ce qui a été expérimenté à la SNCF a ensuite été pratiqué à plus grande échelle à l'occasion des 35 heures du gouvernement de gauche et de la généralisation de la flexibilité. Puis l'orientation s'est maintenue avec le retour de la droite. La CGT a refusé de dire « Non à la loi Fillon » sur les retraites et elle s'est faite remercié par Fillon lui-même, à l'Assemblée Nationale, pour son caractère « responsable ». On l'a vu avec le plan Sécu où la CGT a travaillé à l'unité d'inaction et quémandé une cogestion des caisses. Autre exemple, la position de la CGT Energie qui accompagne le processus de privatisation d'EDF-GDF et empêche les ripostes efficaces.

Penses-tu, comme le camarade du Verre, interviewé dans le numéro de décembre de Partisan, qu'il y a une accélération de l'évolution de la CGT ?

Il y a bien une accélération. Il y a des analogies avec la CFDT en 1978. L'orientation



dite du «recentrage» avait été conçue dans la perspective d'une victoire de la gauche et s'était maintenu malgré a victoire de la droite. C'est un peu ce qu'on voit ces dernières années PCF/Attac/LGR une convergence (3000 avec la CGT. La ligne de collaboration ouverte, expérimentée à la SNCF à partir de 96, s'applique à plein avec le gouvernement PS-PC-Vert de 1997 à 2002, et se perpétue sous la droite.

Ceci dit, ce n'est pas nouveau que la CGT verse dans la cogestion, la collaboration. Déjà, au début des années 80, les contre plans industriels s'inscrivaient dans le cadre d'une défense du capitalisme français.

COMMENT L'ÉVOLUTION DE LA LIGNE DE LA CGT (ET DU PCF) S'EST-ELLE TRADUITE À L'USINE ? Si on repasse en revue ces années-là à l'usine, la ligne chauvine du PCF du «produisons français» s'est traduite par une orientation «produisons à Vitry». En concurrence avec les autres sites d'où des conflits avec les salariés et avec les autres CGT. Mais, pas plus qu'ailleurs, cette ligne n'a empêché une fermeture d'atelier, ni un arrêt de fabrication.

Le PCF, jusqu'au début des années 80 a été ultra dominant. Dans les années 60 et 70, sa base principale était constituée par les corps d'état, c'est-à-dire le secteur d'entretien : mécanique, tuyauterie, soudure... C'était une aristocratie ouvrière qui avait quelques avantages. L'extrême gauche était carrément interdite dans cet atelier. Dans les ateliers de fabrication, et les secteurs postés, le PCF y avait aussi une influence et des militants. Mais la situation était plus ouverte. LO va y conquérir une influence, jusqu'à diriger la section fabrication du syndicat. A tel point que le PCF, à un congrès, va décider de dissoudre les sections de base de la CGT.

Le reflux commençait cependant à se faire sentir car les ouvriers syndiqués de fabrication n'ont pas défendu leur section. Dans le syndicat, suite à l'arrivée des ministres PCF l'heure n'était pas à la lutte, mais à faire des pétitions. Eventuellement dire ses doléances à l'administrateur CGT qui venait nous voir en costard-cravate. L'extrême gauche était mise à l'écart, éjectée de la Commission Exécutive, et il fallait batailler dur pour être sur les listes de délégués pour les élections professionnelles. Pour les luttes, la ligne confédérale était : « il faut que le mouvement vienne de la base. Tu parles. Avec des attaques centralisées comme le blocage des salaires ou la systématisation de la précarité, seule des ripostes d'ensemble pouvaient gagner. Ce manque de combativité va profiter à l'extrême gauche. A tel point qu'en 84, lors du conflit faisant suite au blocage des salaires de la gauche, LO va imposer l'existence d'un comité de grève.

A QUEL MOMENT ET POURQUOI LA CGT BASCULE-T-ELLE DANS LA COLLABORATION DE CLASSE OUVERTE ? En fait, dans les années 80, le PCF dirigeait les événements quand il n'y avait pas de grève, mais la confiance des ouvriers de fabrication allait plutôt à l'extrême gauche pour gérer les luttes.

Puis viennent des années noires. Au niveau central, la confédération CGT est déboussolée et isolée, en même temps que le PCF n'a plus de stratégie et que l'idéologie d'entreprise domine les esprits. A la fin des années 80, la Confédé recherche n'importe quelle alliance, y compris avec SUD PTT qui vient de se créer.

Sur l'usine, cela se traduit par l'ouverture de la commission exécutive à l'extrême gauche et par la présence sans problème sur les

listes de DP. Seuls sont préservés le saint des saints : le secrétariat du syndicat et le Comité d'Etablissement. Mais les militants du PCF ne parviennent pas à former des jeunes pour prendre la succession. Le rapport de force change dans le syndicat, l'extrême-gauche s'installe au secrétariat et même au CE. Mais elle ne dirige pas pour autant le syndicat. Elle manque d'unité sur beaucoup de sujets. Le PCF garde le secrétariat général et continue à orienter, même s'il est parfois mis en minorité.

La différence c'est qu'avant, jusqu'au milieu des années 80, la cellule du PC était soudée politiquement, idéologiquement et avait un

esprit de groupe, sectaire même. Le PCF qui se reconstitue dans les années 90, n'a plus que trois ou quatre militants vraiment politiques et il est désorienté sur la ligne à suivre. Les nouveaux militants sont peu politisés, pas tous combattifs, peu influents dans les secteurs de fabrication (qui sont le secteur ouvrier combattif de l'usine). Pourtant, le PCF développe une influence, mais elle n'est pas politique. Elle s'appuie sur des délégués qui occupent un mandat plus qu'ils ne l'utilisent. Il y a un intérêt de groupe à gérer, de façon routinière et coupée des gens, les acquis concédés par la bourgeoisie depuis 80 ans. Les mandats DP, CE, CHSCT, les multiples commissions, la reconnaissance des sections syndicales, les congrès sur le temps de travail, etc. Tout cela permet de s'extraire du travail, de jouer un rôle social plus gratifiant, sans vraiment être militant ni organiser la lutte.

Dans les années 90, le contact a été perdu par eux avec la direction de l'usine, la collusion ne se faisait plus. Cette époque a aussi vu trois grèves prolongées, en 93, 97 et 98, pour les salaires et pour l'embauche. Peut-être est-ce à cause d'elles que le contact a été renoué ces dernières années ; grâce à un nouveau DRH qui privilégiait les rapports avec la CGT, en fait avec la direction PCF de la CGT. Sur tous les problèmes, il y a eu un jeu bizarre où, pendant que certains d'entre nous organisons la lutte, nous ne savions pas ce qui s'échangeait avec la direction de l'usine. Des échanges occultes avaient lieu sur d'autres sujets aussi : le transfert de la Mutuelle vers le privé, l'embauche du personnel du CE par l'usine. A chaque fois, nous n'avions qu'une partie de la vérité. La direction de l'usine aussi, sans doute. Car le PC devait probablement masquer qu'il ne contrôlait pas toute la CGT ni tous les secteurs.

Cette relation va prendre fin avec une grève d'atelier de neuf semaines. La preuve était faite des carences d'encadrement par le PC.



EN EST LE SYNDICALISME ? OÙ EN EST LE SYNDICALISME ? OÙ EN EST LE SYNDICALISME ?

Un camarade de VP, militant à la CGT de l'usine Sanofi-Aventis de Vitry-sur-Seine.

COURRIER

ale

Comme par hasard, ces années de «consensus» correspondaient à l'évolution centrale : le passage d'un syndicalisme prétendument contestataire, à un syndicalisme de proposition. En fait de collaboration de classe quasi ouverte. Sur l'usine aussi, la direction de la CGT aspirait et continue à aspirer à être l'interlocutrice systématique, institutionnalisée, sur tous les problèmes.

Aujourd'hui, nous sommes dans une situation bizarre où plusieurs éléments nouveaux se combinent. La collusion ne marche plus avec la direction. Le leader historique se met en retrait et passe la main à une direction collective, PC pour l'essentiel, mais qui n'a ni la capacité, ni l'envie de diriger.

Quant à l'extrême-gauche dans le syndicat, affaibli par la création de SUD et les départs en retraite, elle n'a pas non plus la volonté de diriger. Et d'ailleurs, si elle l'avait, cela ne ferait que cristalliser des affrontements comme il y en a eu ces dernières années à diverses occasions. C'est une situation de crise larvée.

Pourtant la base du syndicat est saine, bien implantée dans les secteurs, et composée de camarades qui ont généralement l'estime de leurs collègues de travail. Il y a aussi de bons réflexes, une solidarité avec les intérimaires, avec les salariés des entreprises sous-traitantes. Mais tout cela est très désorganisé, pénétré d'une morosité qui ne nous est pas propre, mais qui traverse tous les travailleurs du pays.

COMMENT VIVEZ-VOUS LES CHANGEMENTS SOCIOLOGIQUES DANS LA CGT ? Nous sentons notre isolement en tant que syndicat d'entreprise. Nous avons constaté en décembre 1995, comme au printemps 2003, que nous étions l'un des rares syndicats qui mobilisait des ouvriers dans les manifs. Les gros bataillons de syndiqués sont aujourd'hui dans le secteur public. L'écart de syndicalisation entre secteur privé et secteur public

était moins prononcé avant. Dans les années 70, les UD étaient dirigées par une bureaucratie ouvrière, souvent éduquées dans des boîtes et s'appuyant sur une aristocratie ouvrière sous le feu des restructurations. Cette aristocratie ouvrière des boîtes privées, on ne la sent plus politiquement. Elle donnait aussi tout son poids à plusieurs fédérations comme la Métallurgie, la Chimie. Elle était certes réformiste, sectaire, prenant la dégense de l'impérialisme français, chauvine, etc... C'était elle qui portait le slogan «produisons français !» Elle a tout simplement disparu. Emportée par les fermetures d'usine, mais aussi par l'externalisation des secteurs d'entretien où se trouvait l'essentiel de cette culture ouvrière liée au PCF. Mais la catégorie de dirigeants qui lui a succédé n'est pas meilleure. Certains viennent de l'UGICT (ingénieurs, cadres et techniciens). Parfois encore membres du PCF, c'est le style «ouvert». Ouvert au capitalisme, si tu vois le genre. Bref ils sont dans un processus avancé de social-démocratisation. Ils tirent d'ailleurs des bords vers le PS. On a vu Thibault, pendant la grève de 2003, ignorer superbement les grévistes, mais se rendre au congrès du PS.

Cependant, le poids des militants PCF dans la CGT rend encore le grand saut vers le PS difficile. Il est cependant inéluctable. En créant l'UGICT, il y a de nombreuses années, la direction confédérale de l'époque anticipait la croissance du salariat technicien et cadre, mais elle a aussi donné les moyens à cette catégorie sociale pour faire un travail de fraction dans la CGT et rejeter le syndicalisme de contestation.

QUELLES CONCLUSIONS TIRES-TU DE TON ANALYSE DE LA CGT ? J'aurai dit, il y a quelques mois, comme le camarade du Verre, que nous allons vers une trahison ouverte des travailleurs, de la part de la conféd. D'un autre côté, le désaveu de Thibault par le CCN montre que les attaques que nous subissons se traduisent par une pression sur l'appareil syndical intermédiaire. En particulier, les attaques que subissent les travailleurs de l'Etat, lesquels sont syndiqués, obligent les directions syndicales, pas seulement la CGT, à durcir leur langage. Ceux qui courent trop vite à la soupe vont se griller.

En conclusion, je dirai que militer à la CGT est pour le moment plus facile. Les contradictions et le désarroi politique font que notre ligne syndicale de lutte de classe, nos analyses, passent plus facilement qu'avant. Mais c'est une situation transitoire. Il n'y a pas d'opposition construite à laquelle se raccrocher. En fait, ce qui continuera à être décisif, c'est le travail politique qu'on arrivera à faire. Il s'agit de rallier au communisme, d'organiser le plus possible de camarades. C'est ça qui constituera demain la colonne vertébrale de courants syndicaux sur des bases de classe. Dans la CGT comme ailleurs.

Propos recueillis par Claude Magnan

Deux lecteurs ont réagi à nos articles sur l'évolution du syndicalisme. Ils tendent à rejeter les syndicats, et les activités syndicales, en bloc. Le premier intervient ainsi :

«Rosa Luxemburg soulignait le lien entre luttes économiques [syndicales] et luttes politiques dans la Russie d'avant la guerre et la révolution. Selon ses analyses, les luttes économiques avaient été un tremplin pour les luttes politiques. Afin de mieux se coordonner, les prolétaires russes avaient créé des syndicats qui les conduiraient aux luttes plus radicales qu'a connues la Russie.

Toutefois, la situation d'alors est-elle interchangeable avec celle dans laquelle nous vivons ? À l'époque, les syndicats russes avaient cette fibre révolutionnaire qui n'existe plus chez la CGT, la CFDT, etc. Pour ne parler que de ce que nous connaissons en France, les syndicats français ont à leur actif une longue tradition de collaboration de classe et de co-gestion du capitalisme, dans laquelle la bureaucratie s'est enghée irrémédiablement. Ils sont totalement vidés de leur contenu et de leur forme révolutionnaire : idéologiquement, ils prônent seulement le réformisme, voire le conservatisme ; et structurellement, ils ont reproduit le système de hiérarchie bourgeoise (le chef à son sommet et la base des militants ordinaires...).

Et créer de nouveaux syndicats ne suffit pas à redynamiser l'esprit révolutionnaire chez les masses des militants syndicaux. Il suffit d'observer le jeune syndicat SUD, qui s'est vite retrouvé face au capital comme interlocuteur. Est-il nécessaire d'ajouter le rôle que jouent ces syndicats dans le cassage des grèves et des luttes ?

La véritable question est : les syndicats peuvent-ils encore jouer un rôle révolutionnaire ? Personnellement, je n'y crois pas. Je pense que le prolétariat a d'autres armes à opposer à la bourgeoisie.»

Quant à notre deuxième lecteur, il estime qu'il «faudrait préciser que les syndicats sont des 'coquilles vides', vides de prolétaires combattifs, ou tant soit peu revendicatifs. Les cotisations ne représentent que 20% de leur budget [...] Ils sont carrément achetés par l'impérialisme. Les heures de délégation doivent coûter une fortune au niveau national [elles sont financées par l'Etat], mais ce sont des 'investissements' qui permettent l'encadrement de l'activité syndicale par les institutions bourgeoises ('droit' du travail,

LES SYNDICATS PEUVENT-ILS ENCORE JOUER UN RÔLE RÉVOLUTIONNAIRE ?

inspection du travail, prud'hommes, [...]). On travaille dans un cadre qui est défini par la bourgeoisie.»

Certes, nous constatons, comme ces lecteurs, que les appareils dirigeants des syndicats sont aujourd'hui particulièrement intégrés à la société capitaliste. Le capitalisme s'est accommodé, dans une large mesure, de ces instruments de lutte des travailleurs qui étaient particulièrement menaçants lorsqu'ils étaient totalement indépendants de l'Etat.

Mais ce qui est vrai pour les appareils syndicaux n'est pas vrai pour toutes les activités syndicales.

Nous sommes, par exemple, tout à fait en désaccord avec l'idée que les syndicats seraient «vides de prolétaires combattifs».

Partout où les militants de Voie Proletarienne travaillent, la plupart des travailleurs les plus combattifs sont syndiqués, ou se syndiquent au cours de leur politisation. Les sections syndicales des boîtes sont souvent, il est vrai, dirigées

par des réformistes (par exemple ceux du PCF) qui visent uniquement à négocier avec la direction, par l'intermédiaire d'une lutte si nécessaire. Il n'empêche que ces sections syndicales s'opposent au patronat. Et la présence des militants révolutionnaires dans ces sections syndicales est un excellent outil pour faire entendre une autre voix et politiser les travailleurs les plus combattifs autour d'eux.

Si l'on regrette qu'il y ait peu de travailleurs combattifs dans les syndicats, on regrette aussi qu'il y en ait encore moins en dehors des syndicats ! Si les appareils syndicaux sont devenus ce qu'ils sont, c'est aussi parce que le mouvement révolutionnaire s'est fortement affaibli, et que

les travailleurs révolutionnaires, syndiqués ou non, sont devenus beaucoup moins nombreux. Ce n'est pas en avançant le mot d'ordre «sortons des syndicats» que l'on pourra changer cela, ni même accompagner le mouvement de re-politisation qui a lieu depuis quelques années.

Abandonner le terrain syndical, comme le suggèrent ces deux lecteurs, serait à notre avis une énorme erreur. Dans leurs luttes, les travailleurs prennent peu à peu conscience de la nécessité d'être organisés. Leur premier pas est souvent de se syndiquer pour participer à l'activité de leur section syndicale de boîte. C'est une démarche extrêmement positive. Dans certains cas, participer même à des Unions Locales peut être utile et nécessaire.

Dans l'activité syndicale, les révolutionnaires ont pour tâche de lutter sans compromission contre le patronat et de contrer les positions des réformistes qui veulent maintenir les sections syndicales dans un pur rôle de négociation avec la direction, voire de «force de proposition»

comme dirait Thibaut. Les révolutionnaires doivent donc montrer que les sections syndicales doivent au contraire être des outils de lutte de classe, d'organisation indépendante des travailleurs, de construction d'un rapport de forces favorable aux travailleurs. Ensuite les révolutionnaires ont pour tâche de montrer que le syndicalisme n'est pas suffisant, qu'on ne peut se limiter aux luttes de boîte, qu'il faut aussi s'intéresser à toutes les luttes sociales qui traversent la société, et que l'organisation politique est nécessaire.

Quant à l'avenir des gros appareils style CGT, CFDT, FO, il est difficile d'estimer aujourd'hui si certains d'entre eux pourront s'affranchir de leur collaboration avec l'Etat capitaliste sous la pression des travailleurs radicalisés, et jouer ainsi un rôle révolutionnaire. Le plus probable est qu'avec la croissance des luttes, il y ait des recompositions syndicales, comme cela a commencé avec les syndicats SUD. Il est probable aussi que si les travailleurs révolutionnaires deviennent plus nombreux, des courants syndicaux de classe se formeront à l'intérieur de différents syndicats, pendant que d'autres seront marginalisés et perdront leurs adhérents. Luttons dans le même temps pour construire un véritable parti politique révolutionnaire, représentant les intérêts des travailleurs, et porteur d'un nouveau projet de société.

C'est ce à quoi nous travaillons, à travers notre militantisme politique... mais aussi syndical.

Le comité de rédaction

50 ans en arrière !

Une étude du CERC (Connaissance de l'Emploi, des Revenus et des Coûts) nous apprend que la «condition salariale» est aujourd'hui comparable à ce qu'elle était il y a 50 ans.

«Les récentes revendications salariales ne sont pas le fruit d'une illusion d'optique liée à l'annonce de profits boursiers records», souligne l'étude du CERC. Le salaire net moyen «n'a guère connu de progression» du pouvoir d'achat depuis la fin des années 1970. Et sur les 25 dernières années, les gains du pouvoir d'achat ont été «largement inférieurs à l'évolution du

niveau de vie moyen en France, cette quasi-stagnation du pouvoir d'achat du salaire net moyen est d'autant plus remarquable que le niveau moyen de qualification de la main-d'oeuvre salariée n'a cessé d'augmenter tout au long de la période», relève l'étude. Ce qui correspond à la volonté du patronat « d'abaisser le coût du travail » et à la collaboration active des directions syndicales.

«Aujourd'hui, la place des ménages de salarié ou de chômeur dans l'échelle des niveaux de vie est comparable à celle qui prévalait au milieu des années 1950», affirme le CERC.



Samedi 16 avril 2005 a eu lieu, à la Bourse du Travail de Saint-Denis, une journée de rencontre du Réseau Éducation Sans Frontière qui s'est créé il y a 9 mois pour lutter pour la régularisation des jeunes élèves sans papiers.

MOBILISATION DES JEUNES POUR LA RÉGULARISATION DES SANS-PAPIERS

Il s'appellent Abderamane, Monique, Sobiana, Mansoura, Marie Caliste... Ils sont venus parler de leur situation de jeunes sans papiers, témoigner des mouvements de solidarités et de luttes qu'ils ont vécus pour leur régularisation, des peurs et des espoirs qu'ils vivent au quotidien. Une quarantaine de jeunes — encore sans papiers ou déjà régularisés, lycéens et étudiants, venus de la région parisienne ou de la France entière — ont participé à la journée de rencontre organisée par le Réseau Éducation Sans Frontières. Quelques uns avaient préparé un témoignage, l'une insistant sur la nécessité de parler et de ne pas rester caché, l'autre racontant les journées passées à la préfecture, les longues files d'attente et les rebuffades reçues, une 3ème parlant du piège des titres de séjours étudiants... L'un après l'autre, ils ont pris le micro et se sont emparés de cette occasion de partager leurs expériences, leur force, leurs émotions, leur humour, leurs attentes et leurs victoires. « On s'est battu, on a pleuré, on a crié et on a eu nos papiers » finira l'une d'entre eux.



autour d'un camarade que rien ne différencie d'eux, et qui manque à l'appel parce qu'il a été placé en centre de rétention ou qu'ils découvrent soudain menacé d'expulsion. L'émotion et l'indignation donnent lieu à des mobilisations très fortes : soutiens, pétitions, délégations, manifestations devant les préfectures ou devant les centres, remparts humains...

Pour les jeunes, c'est souvent une première expérience de lutte collective, et l'école devient, pour une fois, un lieu d'apprentissage de la solidarité et de l'engagement, un lieu de débats politiques, de résistance à l'injustice et à l'oppression des lois. Sans hasard, d'ailleurs, on a pu retrouver dans les luttes lycéennes de ce prin-

temps contre la loi Fillon les mêmes élèves qui s'étaient mobilisés autour de jeunes sans papiers.

Beaucoup de ces luttes ont été victorieuses et, sous la pression des mobilisations, les préfectures ont été contraintes de régulariser plusieurs dizaines de jeunes, parfois avec des titres de séjour « Vie privée et familiale », plus « précaires ». Mais les positions de certains préfets se durcissent, poussés par la politique d'expulsions massives du gouvernement, et les décisions sont de plus en plus souvent repoussées, laissant craindre une vague de reconduites à la frontière pendant les grandes vacances, où mobiliser les lycéens devient difficile.

FORCES ET FAIBLESSES DU RÉSEAU Les jeunes sans papiers scolarisés ne sont plus isolés, ils peuvent s'appuyer sur une grande partie de leurs camarades et des équipes éducatives. C'est cette particularité qui caractérise ce réseau de lutte, centré sur le monde de l'éducation. Mais les militants les plus actifs de RESF, ceux qui ont participé à sa création, se battent pour la régularisation de tous les sans papiers et l'abrogation des lois interdisant la libre circulation pour tous. Une représentante du 9^e Collectif de sans-papiers (qui occupait alors l'Unicef) est d'ailleurs intervenue à la journée de rencontre du 16 avril, ainsi que des militants belges.

Cependant, localement, les batailles se mènent au cas par cas. Les collectifs de soutien rassemblent des adultes de tous hori-

zons, unis autour de la régularisation d'un élève, mais aux opinions souvent divergentes tant sur la forme des luttes que sur leur fond. Pour beaucoup, la recherche du soutien de personnalités politiques locales, écrivant des lettres ou faisant jouer leurs relations à la préfecture, semble importante. Et en effet, si on se limite au cas particulier, c'est le préfet qui a tout pouvoir de décider ou non d'une régularisation. De plus — déformation professionnelle ? — les professeurs qui participent à ces luttes ont tendance à encadrer la mobilisation des élèves sans leur laisser suffisamment d'initiative et de participation à l'organisation. Or les jeunes ont beaucoup à apporter, comme ils l'ont montré dans le mouvement lycéen : ils ont moins tendance à se limiter à ce qui paraît « raisonnable » et « réaliste » aux enseignants.

DÉPASSER LE CAS PAR CAS La création du Réseau Éducation Sans Frontières a été un pas important, des régularisations ont été obtenues. Il reste le pas suivant, celui où la mobilisation de chaque collectif local ne s'arrêterait plus au cas particulier d'un élève, mais revendiquerait la régularisation de tous les sans papiers et la libre circulation pour tous ! Si les contradictions internes aux collectifs locaux les empêchent de le faire, peut-être viendra-t-il des jeunes eux-mêmes lorsqu'ils arriveront à organiser leur propre lutte de façon plus indépendante. La rencontre du 16 avril a été positive de ce point de vue en leur laissant largement la parole.

Une militante VP

DES JEUNES MOBILISÉS. Créé en juin dernier, le Réseau Éducation Sans Frontières (RESF) n'a cessé de s'agrandir, rassemblant des collectifs de lycées, de villes ou d'académies qui cherchent à aider des jeunes scolarisés sans papiers ou des familles dans leurs démarches et dans leurs luttes (voir *Partisan* n°187). Ceux qui s'y investissent sont principalement des militants associatifs ou politiques, des personnels de l'éducation nationale de tous bords sensibilisés par la situation d'un de leurs élèves, mais aussi des élèves, des parents, mobilisés

LES MINEURS SANS-PAPIERS DE PLUS EN PLUS MENACÉS...

Il n'existe évidemment pas de statistiques sur le nombre de jeunes sans papiers scolarisés en France, même si on peut les estimer à plusieurs milliers. Dans les lycées où une lutte a été menée autour d'un élève, c'est parfois plus d'une dizaine de jeunes qui se dévoilent alors auprès des militants.

Par ailleurs, la répression se fait de plus en plus dure : de plus en plus de jeunes mineurs isolés se font refouler aux frontières (sur 800 mineurs isolés placés en zone d'attente en 2004, seuls 150 ont été autorisés à entrer sur le territoire !), et la loi de Sarkozy de 2003 refuse désormais la nationalité aux mineurs isolés pris en charge par l'ASE (Aide Sociale à l'Enfance) arrivés en France après 15 ans (ce qui représente 75% des mineurs isolés).

Un jeune sans papier mineur est a priori « protégé » par les lois françaises : il ne peut être expulsé, ou placé en centre de

rétention... Mais, sous le prétexte bien ironique de « rapprochement de famille », l'État donne le « choix » aux parents sans papiers arrêtés, entre le placement de leurs enfants en centre de rétention ou à la DDASS ! Les autorités cherchent de plus en plus à remettre en cause l'âge de mineurs arrêtés, les accusant de fraude, allant jusqu'à faire des prélèvements osseux, afin de les expulser. À plusieurs reprises, des enfants scolarisés ont été utilisés pour piéger leurs parents, avec la complicité plus ou moins volontaires de l'Éducation nationale, donnant lieu parfois à des arrestations d'élèves dans des écoles primaires et maternelles ! Et des tentatives sont lancées par certains recteurs de chercher à recenser tous les élèves sans papiers.

Les belles déclarations de principes sur les droits des enfants peuvent fleurir... elles ne semblent pas s'appliquer aux mineurs sans papiers !

Sans-papiers

50 JOURS DE GRÈVE DE LA FAIM !

« Je n'aurais jamais pensé que la grève durerait aussi longtemps ! » s'exclame Bahija Benkouka, déléguée du 9^e Collectif. Après s'être fait évacuer des locaux de l'Unicef pour « raison sanitaire » (!) par les gardes mobiles, le 15 avril, et ce sur la demande de l'Unicef (qui pourtant avait promis qu'elle ne le ferait pas, voir *Partisan* 194), les sans-papiers du 9^e Collectif se sont réfugiés à la Bourse du Travail de Paris, sous la protection des syndicats.

Douze hommes, en grève de la faim depuis le 17 mars à 17h, ont décidé de poursuivre leur action. Et chaque jour, les membres du collectif ont fait des actions pour interpeller le préfet de police (car c'est lui qui « techniquement » peut faire en sorte de régulariser la liste de 88 sans-papiers déposée à la Préfecture de Paris) ainsi que le ministre de l'intérieur.

En interpellant monsieur De Villepin, les sans-papiers de ce collectif entendent poser le problème des sans-papiers de façon politique et luttent sur la base d'une régularisation de tous. L'exemple des 700 000 sans-papiers régularisés en

Espagne en ce début du mois de mai prouve l'hypocrisie et la mauvaise foi du gouvernement français qui ne régularise qu'au cas par cas et au compte goutte. Mais place Beauvau, comme à la préfecture, c'est le silence total. La mobilisation grandit. Puis le 3 mai, 47^e jour de grève de la faim, au petit matin, les CRS accompagnés des pompiers ont embarqué de force les grévistes à l'hôpital, mais c'était sans compter sur la détermination de ces hommes qui malgré leur faiblesse physique (ils ont des vertiges, des faiblesses de la vue, des problèmes de concentration, d'hypoglycémie) sont tous revenus, le soir même ou le lendemain, pour certains à la Bourse du Travail. Tous savent les dangers qu'ils encourent et les séquelles possibles. « On ne peut plus revenir en arrière. On est en zone rouge, mais on continue à se battre ». Le lendemain, mercredi 4 mai, Pierre Mutz, préfet de Paris, rompt le silence et reçoit une délégation à laquelle il déclare que « chaque dossier sera instruit individuellement selon les critères de la loi ». En fait, il ne propose que 5 régularisations sur les douze grévistes de la faim et sept personnes sur les qua-

tre vingt-huit de la liste déposée à Paris. Cela pour créer la division au sein des grévistes ; une démarche que ces derniers perçoivent très bien et dénoncent : « désormais, tous les douze, nous ne sommes qu'un homme. Nous arrêterons quand nous serons tous régularisés. » Vendredi 6 mai, le préfet a cédé : il s'engage à régulariser les douze grévistes et sept sans papiers sur les 88 de la liste. En fait, cette décision a été accueillie par les sans-papiers avec soulagement mais pas réellement avec joie. « C'est une première bataille de gagnée, mais la lutte continue ! »

Libre circulation des travailleurs et des travailleuses dans et hors du territoire français. Régularisation de tous les sans-papiers. Fermeture des centres de rétention. Arrêt des expulsions. Égalité des droits politiques et sociaux. Pour l'unité internationale des travailleurs !

Alexandra

RESF Réseau Éducation sans frontières

Jeunes scolarisés sans papiers :

Régularisation, mode d'emploi.

Guide pratique et juridique, réalisé par des militants et associatifs du Réseau Éducation sans frontières. Vendu 1€ (et plus, et affranchi...)

LES ADRESSES DE RESF ET LA BROCHURE

Le Réseau Éducation Sans Frontières a édité une brochure très complète, « Jeunes scolarisés sans papiers : Régularisation, mode d'emploi », donnant aussi bien des aspects juridiques que des conseils pratiques pour organiser les luttes. Issu de l'expérience ce guide est un outil très riche et très accessible, permettant à chacun, jeune ou moins jeune, de se lancer dans la lutte avec déjà de bonnes armes. Le Réseau a aussi mis en place un site Internet, ainsi qu'une liste de diffusion et d'information, et un bulletin de liaison, le BLIS.

— Pour obtenir la brochure, écrivez à notre boîte postale (vendue 1 euro, ou plus pour soutien).

— Elle est aussi disponible gratuitement par téléchargement sur le site : www.educationsansfrontieres.org.

— Pour contacter le Réseau, écrivez à : educsansfrontieres@free.fr ou prenez contact avec un de nos militant.

DIFFUSEZ Partisan

Dans notre n° 193, de mai 2005, un article posait la question : «Les états nationaux vont-ils disparaître ?». Question en résonance avec les débats actuels autour de la «mondialisation», de la Constitution européenne et de la construction d'un «État européen». Revenons sur la question du

point de vue de l'histoire du développement des États nationaux et des tendances qu'ils manifestent aujourd'hui. Alors, nous verrons en quoi la «mondialisation» actuelle les transforme et vers quoi elle peut les mener.

Grandeur et décadence de l'État national

PROFIT



Né avec la division de la société en classes aux intérêts antagoniques, l'État devient l'instrument de pouvoir de la classe dominante. Il est l'expression de la nature irréconciliable des contradictions de classes. Pour cette raison il ne disparaîtra qu'au moment où, dans la société communiste, les classes et les contradictions de classes seront abolies.

L'ÉTAT, INSTRUMENT DE LA CLASSE DOMINANTE. Les critiques petits-bourgeois de la «mondialisation» nient cette réalité fondamentale. Ainsi les théoriciens «alter mondialistes» (Attac et compagnie) réclament «la main forte et visible de l'État» pour réguler le marché. C'est donner l'impression que l'État est un instrument de régulation neutre, planant au-dessus des classes, et non l'organe de pouvoir sans partage des monopoles sur toute la société. Lénine dira à ce sujet : «La lutte pour soustraire les masses laborieuses à l'influence de la bourgeoisie en général, et de la bourgeoisie impérialiste en particulier, est impossible sans une lutte contre les préjugés à l'égard de l'État... Que l'État soit l'organisme de domination d'une classe déterminée, qui ne peut pas être conciliée avec son antipode (avec la classe qui lui est opposée), c'est ce que la démocratie petite-bourgeoise ne peut jamais comprendre.»

DU FÉODALISME AU CAPITALISME NATIONAL. Pour le capitalisme, l'État national est la forme caractéristique d'organisation de la production et de la vie sociale. Lénine montre que : «Dans le monde entier, l'époque de la victoire définitive du capitalisme sur le féodalisme a été liée à des mouvements nationaux. Le fondement économique de ces mouvements, c'est que la victoire complète de la production marchande exige la conquête du marché intérieur par la bourgeoisie, le rassemblement au sein d'un même État des territoires dont la population parle la même langue, et l'élimination de tout obstacle de nature à entraver le développement de cette langue et sa consécration par une littérature... La formation d'États nationaux, qui satisfont le mieux à ces exigences du capitalisme moderne, est donc une tendance prop-

re à tout mouvement national. Les facteurs économiques les plus profonds y contribuent; et, pour l'Europe occidentale, — plus encore : pour le monde civilisé tout entier, — ce qui est typique, normal en période capitaliste, c'est donc l'État national.» (1)

CONSTRUCTION ET DESTRUCTION DES BARRIÈRES NATIONALES. Concernant l'État national, le capitalisme a engendré deux tendances divergentes qui se combattent du début à la fin : «Le capitalisme connaît au cours de son développement deux tendances historiques en ce qui concerne la question nationale. La première réside dans l'éveil de la vie nationale et des mouvements nationaux, la lutte contre toute oppression nationale, la création d'États nationaux. La seconde réside dans le développement et la multiplication de relations de toutes sortes entre les nations, dans la destruction des barrières nationales et la création de l'unité internationale du capital, de la vie économique en général, de la politique, de la science, etc.

Ces deux tendances constituent la loi universelle du capitalisme. La première domine au début de son développement, la seconde caractérise le capitalisme déjà mûr et qui va vers sa transformation en une société socialiste.» (2)

C'est sur cette loi universelle que repose le triomphe irrésistible du capitalisme sur le féodalisme. La première tendance continue à produire son effet, à l'époque impérialiste, surtout dans les pays dominés qui agissent pour l'autodétermination nationale et contre l'oppression impérialiste.

L'ÉTAT UN OBSTACLE AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE. La «mondialisation», est une caractéristique fondamentale du capitalisme à l'époque de l'impérialisme. Lénine dira que «dans les pays avancés, le capital a débordé le cadre des États nationaux et substitué le monopole à la concurrence, en créant toutes les prémisses objectives pour la réalisation du socialisme.» (3)

C'est pourquoi l'État national capitaliste est constamment remis en question par l'internationalisation de la production, Lénine a écrit à ce propos que : «Le cadre national bourgeois des États, qui avait fourni dans la première époque un point d'appui au développement des forces productives de l'humanité en train de se libérer du système féodal, est maintenant devenu, dans la troisième époque, un obstacle à l'essor ultérieur de ces mêmes forces. Naguère classe avancée et ascendante, la bourgeoisie est devenue une classe décadente, déclinante, moribonde, réactionnaire.» (4)

VERS UNE «SOCIÉTÉ MONDIALE»... L'État national sous sa forme actuelle entrave le déploiement des forces productives internationalisées par des frontières, des normes, des droits de douane, des impôts et des législations différents, par des langues et des modes de vie distincts. La production internationalisée tend à dépasser et abolir le cadre national trop étroit.

Le magnat financier américain, George Soros, pronostique une «société mondiale». «Pour stabiliser et réguler une économie mondiale authentique, nous avons besoin d'un système mondial de prises de décision. Il nous manque une nouvelle société pour soutenir notre nouvelle économie. Une société

mondiale n'implique absolument pas un État mondial. Abolir l'existence des États n'est ni concevable, ni souhaitable. Mais dans la mesure où il existe des intérêts collectifs qui transcendent les frontières, la souveraineté des États devrait être subordonnée aux lois et aux institutions internationales.» (5)

... SOUS L'HÉGÉMONIE IMPÉRIALISTE ? Soros décrit justement le processus en cours ; et il rassure sur le maintien des États nationaux tout en posant la question «d'une société

mondiale» qui ne pourrait que se soumettre les États nationaux. Car, qui fera les «lois internationales»? Qui déterminera «les intérêts collectifs qui transcendent les frontières»? À l'époque de l'impérialisme ce ne peut être que les puissances économiques et politiques dominantes qui en décident comme on peut le voir quotidiennement. C'est pourquoi la «société mondiale» de Georges Soros n'est ni démocratique, ni égalitaire, elle ne peut être que la suprématie des grandes puissances impérialistes. Et il le dit très clairement en prenant la défense

du Fond Monétaire International : «On a souvent reproché au FMI d'imposer trop de conditions et de trop s'immiscer dans les affaires intérieures des pays qui réclament son assistance... Je serais pour ma part de l'avis contraire... Loin de trop s'immiscer, ils (les programmes du FMI) ne l'ont pas fait suffisamment.» Tout est dit sur l'hégémonie impérialiste !

DES ÉTATS PLUS FORTS ET PLUS FAIBLES ! L'illusion réformiste selon laquelle l'État se trouverait au-dessus des classes et serait apte à réfréner le pouvoir des monopoles, devrait aujourd'hui se réaliser dans une «république mondiale» ! Et quand Soros voit dans le Conseil de sécurité, dominé par quelques grandes puissances, de l'ONU, l'autorité principalement responsable de la sauvegarde de la paix mondiale, il ne reste plus de la «république démocratique mondiale» rien d'autre que l'hégémonie des États impérialistes les plus forts, USA en tête. L'État national particulier est dépossédé relativement de son pouvoir de régulation, de sa fonction sociale tout en conservant ces fonctions d'encadrement des classes dominées. Ainsi si les États nationaux sont les instruments de pouvoir de la classe dominante, cela ne se fait que vassalisés aux États impérialistes les plus puissants. Car les monopoles impérialistes tentent, au niveau mondial, de structurer, de codifier et de réguler le marché et la concurrence mondiale, soit par la création de structures internationales telles que la Banque Mondiale, le FMI, l'ONU, l'OMC... ; soit encore au niveau d'un continent, comme le tentent les monopoles européens avec l'Union Européenne. Mais ce ne sont là que vaines tentatives. Car elles se heurtent à la terrible guerre économique que se mènent les monopoles internationaux pour la domination du marché mondial, qui reste l'objectif fondamental, quelque soit les alliances tissées.

SM

1. Lénine, Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes
2. Lénine, Notes critiques sur la question nationale
3. Lénine, La Révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes
4. Lénine, Sous un pavillon étranger
5. George Soros, La crise du capitalisme mondial, Plon, Paris, 1998

« Nous nous approchons maintenant à pas rapides d'un stade de développement de la production dans lequel l'existence des classes a non seulement cessé d'être une nécessité, mais devient un obstacle positif à la production. Ces classes tomberont aussi inévitablement qu'elles ont surgi autrefois. L'État tombe inévitablement avec elles. La société, qui réorganisera la production sur la base d'une association libre et égalitaire des producteurs, relèguera toute la machine de l'État là où sera dorénavant sa place : au musée des antiquités, à côté du rouet et la hache de bronze.»

Frédéric Engels, L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État

THE TAKE

SUITE DE LA PAGE 12

On regrettera cependant que le film ne montre pas plus d'éléments sur les modifications des relations sociales dans ces coopératives. On sait qu'ils se payent à salaire égal. On a aussi quelques échos quand un ouvrier de Forja dit «Avant, on faisait une pause pour un oui ou pour un non. Maintenant il faudra travailler plus dur». Et, quand l'usine a redémarré : «Maintenant, quand une machine s'arrête, tout le monde vient voir ce qui se passe». Un ouvrier de Zanon explique aussi dans le film la démocratie ouvrière : «A force de voter (en assemblée générale), on finit par appliquer sans difficulté les décisions majoritaires parce qu'on a l'habitude de perdre mais aussi de gagner.» Cependant on ne

sait pas si ce mode de décision assembléiste concerne la production ou la lutte ou bien les deux. Un autre aspect intéressant, enfin, est dans les relations entre entreprises. Les ouvriers de Forja vont voir une entreprise récupérée fabriquant des tracteurs et s'entendent avec elle pour lui fournir les pièces forgées dont elle a besoin. On voit ainsi s'ébaucher un réseau d'entreprises autogérées.

On voit aussi se poser une question centrale : on peut redémarrer une usine, voire plusieurs, mais quel est l'avenir des ces autogestions ouvrières ? Car, d'une part, l'avenir immédiat des entreprises dépend des banques et de l'Etat capitaliste ; d'autre part, il dépend du marché. Ceux-ci peuvent donc, du jour au lendemain, pousser à la faillite, fermer l'entreprise... En regardant The Take, on se dit que ces récupérations d'entreprises ne peuvent être qu'un

moment de la lutte ouvrière pour la survie d'un collectif. Un moment dont la perspective ne peut être que la prise du pouvoir économique et politique sur l'ensemble du territoire. C'est cette prise du pouvoir qui seule permet la réorganisation collective et planifiée des entreprises et la pleine transformation des rapports sociaux.

Ce film qui est un bon support, lors de sorties en groupe, pour amorcer un débat sur la société révolutionnaire que nous voulons. A l'occasion du lancement en salle de The Take, l'Association France-Amérique Latine et le CALPA (Comité de Soutien aux Luttes du Peuple Argentin), ont fait venir un ouvrier de Zanon. Nous en avons profité pour l'interviewer sur l'expérience de Zanon et sur la lutte de classe en Argentine. Cette interview paraîtra dans le prochain numéro.

Correspondant VP

L'IRAN, LA FRANCE ET LES LIBERTÉS POLITIQUES

LES LIENS ÉCONOMIQUES ENTRE LES DEUX PAYS N'ONT PAS CESSÉ DE SE RENFORCER CES DERNIÈRES ANNÉES.

LA POLITIQUE IRANIENNE DE LA FRANCE RESSEMBLE À UN ICEBERG DONT SEULE EST VISIBLE UNE TOUTE PETITE PARTIE. MALGRÉ TOUT, NOUS ESSAYERONS DE DONNER UNE IMAGE DE CES CHALEUREUSES RELATIONS.

CELLES-CI PEUVENT EXPLIQUER AUSSI LES DISCOURS AMICAUX DES DIRIGEANTS FRANÇAIS, LEUR OPTIMISME AFFICHÉ EN CE QUI CONCERNE LES «DROITS DE L'HOMME» EN IRAN ET, PARALLÈLEMENT, LES OPPRESSIONS INFLIGÉES PAR LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS ENVERS LES RÉFUGIÉS POLITIQUES IRANIENS.

Sur le site du Sénat on peut lire ceci : «*Les échanges économiques bilatéraux entre l'Iran et la France se sont élevés à 2,4 milliards d'euros en 2002, soit une augmentation de 19% par rapport à 2001. La France est le troisième fournisseur de l'Iran après l'Allemagne et les Émirats Arabes Unis. L'Iran est le quatrième client de la France. Les échanges de biens industriels représentent 97% des ventes en Iran. Pour leur part, les importations en France se limitent essentiellement au pétrole brut (87%). Si les implantations françaises sont encore peu nombreuses, l'une d'elle est remarquable, c'est celle de Peugeot qui vend chaque année près de 140 000 véhicules.*»

DE BONNES RELATIONS ÉCONOMIQUES...

François Loos, ministre délégué au commerce extérieur, a signé en mai 2003 avec le ministre iranien de l'économie un accord d'encouragement et de protection réciproque des investissements. Cet accord comprend notamment : «*une clause de libre transfert des capitaux rattachés à l'investissement : les parties contractantes s'engagent à assurer les transferts liés aux investissements librement et sans délai.*» Enfin cet accord est rétroactif, c'est-à-dire qu'il s'appliquera aux investissements déjà réalisés.

...QUI S'AMÉLIORENT D'ANNÉES EN ANNÉES...

Ainsi en 2004, l'Iran est devenu le premier associé commercial de la France au Proche Orient. En 2003, la France était le troisième importateur en Iran, elle est au premier rang en 2004. Les échanges commerciaux ont progressé de 30 à 40% en quatre ans ; et de 2003 à 2004 le taux est passé à plus de 22%. La balance commerciale se fait au profit de la France.

Le ministre du pétrole de l'Iran déclarait l'année dernière que Téhéran avait choisi la firme Total-Fina-Elf pour investir dans les vastes champs gaziers du Pârs au sud de l'Iran. La valeur de cet investissement a été évalué à 2,1 milliards de dollars et le gaz sera commercialisé en Europe. Déjà en 2003 Total-Fina-Elf avait signé un très gros contrat avec le gouvernement islamiste pour mettre en valeur le gisement pétrolier de Balal. Chaque mois, le groupe français recevra de la dictature des Mollah entre 50 et 60 millions de dollars. L'implantation de Renault en Iran en 2004 s'est faite pour produire 500 000 Logan en quatre ans, etc.

...AVEC DE GRAVES CONSÉQUENCES POLITIQUES. On pourrait étendre cette économie-politique de l'État impérialiste français à d'autres régions du monde, au Maghreb ou à l'Afrique noire, par exemple. On en verrait les mêmes consé-

quences politiques : répression contre les démocrates et anti-impérialistes : emprisonnement, exil... Les «bonnes âmes» nous diront que «*la France ne peut accueillir toute la misère du monde*», sans doute pour nous faire oublier les véritables responsa-

bles de cette misère et leur complices...

Ce n'est donc pas un hasard si ces dernières années les autorités françaises ont accentué la répression contre les opposants iraniens réfugiés en France. On se souvient encore des persécutions et arres-

tations des réfugiés iraniens d'Auvers/Oise ; des multiples pressions administratives et policières sur quantité d'autres réfugiés et enfin ces derniers temps le refus du statut de réfugiés politiques à plusieurs démocrates iraniens.

Mais que vaut, quel est le prix (en baril de pétrole, en mètre-cube de gaz ou en marché juteux) d'une vie humaine, surtout quand elle demande l'asile politique ou tout simplement des papiers pour pouvoir survivre ?

Militants VP

Népal

Gyanendra, le roi du Népal, a déclaré l'état d'urgence, le 1er février, et suspendu toutes les libertés démocratiques. Interdiction aux journaux de relayer des informations qui ne soient pas celles de l'armée, dissolution du gouvernement et des assemblées, arrestations et emprisonnement de journalistes et d'hommes politiques des partis de l'opposition démocratique par dizaines (y compris le premier ministre démis), interruption des réseaux de téléphonie mobile, interdiction des manifestations...

L'affrontement s'intensifie



LES ENFANTS SONT-ILS NEUTRES ?

Depuis quelques mois, une intense campagne internationale de propagande tente de discréditer le mouvement révolutionnaire népalais sur le thème des «enfants-soldats». Selon les organisations internationales liées à l'impérialisme, les maoïstes népalais «enrôleraient» massivement des enfants et les «utiliseraient» au combat. Les responsables de l'Armée Populaire de Libération et du Parti Communiste du Népal (maoïste) sont pourtant très clairs : ils ont déclaré à de nombreuses reprises qu'ils étaient très vigilants à ce que soit appliquée la règle : il n'est pas possible de s'engager dans l'armée avant 18 ans.

Cependant, nombreux sont les enfants, orphelins pour la plupart, qui rejoignent les zones sous administration maoïste, parce qu'ils savent qu'ils y seront nourris et instruits. Même s'ils doivent attendre l'âge de 18 ans pour combattre dans l'armée, ils peuvent dès leur adolescence participer à la vie sociale et politique. Pourquoi serait-ce choquant de voir des enfants se préoccuper de l'avenir collectif, de la construction d'une société plus juste, ou même de leur survie individuelle ? Blâme-t-on aujourd'hui nos responsables politiques lorsqu'ils rappellent qu'ils ont donné des coups de main à la Résistance à l'âge de 12 ou 13 ans ?

Pourquoi parle-t-on de ces enfants et de ces adolescents qui souhaitent rejoindre la résistance, et si peu de ceux qui sont revendus par les mafias, qui sont prostitués de force en Inde, de ceux qui travaillent dès 4 ou 5 ans ? Pourquoi s'obstiner à soutenir une dictature ouverte, féodale, qui laisse crever des gamins sur les trottoirs de sa capitale, Katmandou ? Ceux qui orchestrent cette campagne de propagande ont tout intérêt à ce que le peuple népalais soit maintenu dans la misère, dans l'exploitation, et à ce qu'il ne parvienne pas à l'émancipation. Quitte à utiliser tous les arguments, même les plus mensongers. En effet, quelle leçon et quel espoir ce serait pour les peuples du monde entier si le Népal, ce tout petit pays, exsangue entre les deux puissances montantes de la planète, l'Inde et la Chine, parvenait à s'affranchir de la domination impérialiste, et à jeter les bases d'une société nouvelle, les bases du socialisme.

Si le roi réagit de façon aussi violente, c'est que la survie de son régime est réellement menacée par le mouvement révolutionnaire très puissant qui s'est développé depuis dix ans.

LA MONARCHIE ABSOLUE : LA FIN D'UN MONDE.

Le Népal est l'un des pays les plus pauvres de la planète, régi par un système féodal de castes, d'asservissement d'une majorité de la population à des seigneurs locaux et à un pouvoir central corrompu.

Le peuple s'est peu à peu organisé, il s'est mis en lutte, avec pour objectif de renverser ce régime pourri et de bâtir une véritable démocratie. Sous la direction du Parti Communiste du Népal (maoïste), l'ambition va encore bien plus loin : le renversement de la royauté n'est qu'une étape vers la construction d'une société socialiste.

LA DERNIÈRE CARTE DU ROI : LA TERREUR.

Depuis l'été dernier, l'affrontement militaire tourne à l'avantage des maoïstes. Ils contrôlent environ 70 % de la superficie du pays, et la tactique de guerre populaire

est très efficace face à l'armée royale, pourtant équipée et entraînée par la Grande-Bretagne et les États-Unis.

La dernière arme du pouvoir royal, c'est la terreur. La suspension de l'information indépendante a servi à cacher aux yeux du monde la mise en place d'une terrible offensive dans les villages et les zones rurales. En effet, des soldats de l'armée royale déguisés en maoïstes répandent la terreur. Ils massacrent, violent, pillent. En s'appuyant sur les petits seigneurs féodaux, ils montent des milices qui assassinent les membres du PCN (m), brûlent les cultures et les maisons. La vie devient encore plus dure dans les campagnes, et le roi ne peut plus compter que sur la force pour soumettre «son» pays.

L'IMPÉRIALISME AU SECOURS DU VIEUX RÉGIME.

Les alliés traditionnels de la monarchie népalaise, l'Inde, les États-Unis et la Grande-Bretagne, ont eu du mal à cautionner le coup de force du 1^{er} février, et ont émis quelques protestations, allant jusqu'à menacer de suspendre les programmes d'aide militaire au Népal.

Seule la Chine a soutenu de façon pleine et entière la suspension des libertés démocratiques, et a en a profité pour renforcer sa présence militaire et économique au Népal. Il faut dire que ce petit voisin est pour elle d'importance stratégique dans sa concurrence avec l'Inde. De plus, il y a un enjeu important pour le gouvernement chinois à écraser un mouvement révolutionnaire à ses portes et qui se réclame du maoïsme ! Les seuls autres pays qui ont soutenu le roi Gyanendra sont : la Russie, le Pakistan (concurrent de l'Inde également) et Cuba, qui cherche l'alliance avec la Chine...

Le 30 avril, le roi a annoncé la suspension de l'état d'urgence. Les réseaux téléphoniques ont été rétablis, quelques dirigeants politiques ont été relâchés. Les mesures concernant les libertés politiques, la presse et l'information sont maintenues. Mais cet assouplissement suffit à l'Inde, qui peut ainsi reprendre pleinement son programme d'aide économique et militaire.

La lutte du peuple du Népal est juste. Faisons-la connaître autour de nous pour contribuer au mouvement international de soutien.

Militante VP

TOGO

L'impérialisme français s'impose



Togo

Un soldat frappe un manifestant à terre, dans les rues de Lomé, la capitale du Togo



NOS TACHES ANTI-IMPÉRIALISTES DANS LA LUTTE CONTRE L'OPPRESSION NATIONALE ET L'EXPLOITATION

La lutte des ouvriers des pays impérialistes et celle des peuples et classes exploitées des pays dominés sont des luttes qui se conjuguent contre un ennemi commun. Aussi, la lutte des peuples des pays dominés est partie intégrante de notre combat. Les coups qu'ils portent à l'impérialisme français et européen l'affaiblissent et sont une aide à notre combat ici. Développer la solidarité anti-impérialiste, ce n'est pas seulement aider d'autres exploités, c'est reconnaître que ceux qui luttent ainsi, nous aident nous mêmes. La solidarité, c'est l'entraide dans un combat commun [...]

Les contradictions du capitalisme ne peuvent plus épargner les travailleurs des métropoles impérialistes. De meilleures conditions objectives existent donc pour le développement de luttes solidaires entre travailleurs des pays impérialistes, et pour un combat plus efficace contre le chauvinisme.

Toutefois, malgré l'affaiblissement des organisations réformistes, le mode de pensée qu'ils ont développé dans la classe ouvrière est encore un obstacle au plein développement d'une solidarité internationaliste (chauvinisme du «produisons français», passivité face aux agressions de notre impérialisme, économisme).

Dans ce cadre, la solidarité entre classes ouvrières de différents pays, impérialistes et dominés, occupe une place particulière. La concentration des trusts, le développement de la division internationale du travail, rend de plus en plus nécessaire le combat commun contre des patrons communs.

Extrait de la brochure ci-dessous

À COMMANDER À NOTRE BOITE POSTALE

OCML-VOIE PROLÉTARIENNE

6^e CONGRÈS AVRIL 2004

★ La lutte anti-impérialiste et la question nationale aujourd'hui

1.50

Une brochure

Partisan

1.5 euro

G. Lecoer

«L'idée de l'Unité africaine a fait du chemin. Pour des raisons peut-être faciles à comprendre, les puissances administrantes et européennes de l'Afrique occidentale ont peu fait dans le passé pour promouvoir une politique de coopération entre les différents territoires. La responsabilité de cette tâche audacieuse doit désormais incomber aux Africains eux-mêmes. Vive le Togo indépendant».

Discours inaugural de Sylvanus Olympio en 1960. Il sera assassiné sur ordre de l'ambassade de France.

récompensé et nommé par Jacques Chirac au Conseil économique et social en 2004.

Mais, bien évidemment, c'est la droite française qui remporte la palme d'or au festival des hypocrites et des soutiens à la dictature. Il y a bien sûr le fameux Charles Debbasch, ce juriste poursuivi par la Justice française pour affaires douteuses, qui a souvent travaillé à légitimer le régime Eyadéma. Il y a Pierre Mazeaud et, évidemment, Charles Pasqua, dont l'association «Demain la France» fut financée à hauteur de près de 5 millions de francs. Mais il y a aussi Jacques Chirac, qui au lendemain de la mort du dictateur déclarait que celui-ci était à la fois un ami personnel et un ami de la France. Le gouvernement français désignera le fils du dictateur Faure Gnassingbe puis, devant les protestations, le représentera comme «un simple candidat parmi d'autres, respectueux des institutions et de la légalité démocratique» — mais cette légalité est portée à la pointe des fusils de l'armée togolaise encadrée par ses conseillers français.

LA RÉALITÉ DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS. Depuis 42 ans, l'impérialisme français contrôle économiquement et politiquement le Togo. On a vu tous les liens politiques qui unissent la dictature togolaise à la France. Mais le Togo n'est pas unique, c'est aussi le Tchad, Djibouti, le Congo, le Gabon, la République Centrafricaine, la Côte d'Ivoire, etc.

La France impérialiste n'est pas indifférente, elle s'ingère pleinement en Afrique, bien que de plus en plus difficilement face à ses concurrents impérialistes allemands, nord-américains, etc.

Indifférente aux aspirations des peuples à librement disposer d'eux-mêmes, elle s'ingère absolument dans les affaires qui peuvent encore lui rapporter. Le Togo, après la Côte d'Ivoire, en est encore la parfaite démonstration. L'État français est toujours

lié par un accord de défense signé le 10 juillet 1963 et par des accords de coopération technique et militaire signés le 29 mars 1976. Les militaires français forment, depuis des décennies, ceux qui répriment actuellement les manifestations du peuple togolais. Les armes qui tuent et blessent les manifestants à Lomé sont des armes et des balles françaises tirées par des soldats et des gendarmes formés par l'armée française en vertu de ces accords de coopération.

SANS RUPTURE D'AVEC L'IMPÉRIALISME RIEN DE POSSIBLE. Dès les années 60, l'humaniste René Dumont s'écriait «l'Afrique noire est mal partie». Il montrait comment le progrès social, politique et le développement étaient indissociables alors que les dictatures néocoloniales se mettaient en place. Quarante-trois années plus tard, ses pronostics s'avèrent plus que jamais crédibles au Togo : l'Afrique est le continent le plus pauvre du monde entier «grâce à l'aide désintéressée» des puissances impérialistes dont la France. Ses peuples sont pillés, exploités, massacrés, ruinés pour le plus grand profit de la grande bourgeoisie et de ses valets locaux.

Les peuples d'Afrique, selon la «Françafrique», ne sont pas encore mûrs pour accéder à la démocratie. Ils doivent continuer à vivre sous la cravache des dictateurs. Cette politique néo-coloniale a été mise en place à la Conférence de la Baule, présidée par François Mitterrand, en 1992. Elle a permis à toutes ses petites créatures de la «Françafrique» au pouvoir de remporter, sans coup férir, toutes les élections présidentielles et législatives dans le pré-carré d'Afrique (Déby au Tchad, Mbia au Cameroun, Sassou au Congo Brazza, Bongo au Gabon, Eyadema au Togo, Omar Guellh à Djibouti).

C'est cette même «Françafrique» qui a empêché la constitution d'une commis-

sion d'enquête du Parlement sur le Rwanda. C'est toujours la «Françafrique» qui s'agit derrière le soutien de Sassou N'guesso et a entraîné des milliers de morts au Congo-Brazzaville. C'est elle encore qui s'appuie sur les dictateurs pour permettre à «nos» entreprises, comme Total, Bolloré, la Cogema, Bouygues, et bien d'autres, de prospérer et de battre des records au CAC 40. C'est elle enfin qui permet à l'industrie d'armement de conserver ses positions, notamment, face à ses concurrents américains et européens.

Après la fin du colonialisme et la mise en place d'indépendances politiques, le maintien dans le cadre de l'économie de marché ne peut permettre un libre développement national. Les trusts capitalistes s'imposent et soumettent les politiques locales à leurs seuls intérêts.

L'indépendance politique ne peut se réaliser pleinement sans indépendance économique et sans transition vers une économie socialiste véritable. Pas de socialisme sans lutte démocratique anti-impérialiste, pas de démocratie sans lutte pour le socialisme.

Nous soutenons totalement la lutte du peuple togolais pour son indépendance, sa liberté et son droit à disposer pleinement de ses richesses. C'est pourquoi nous réclamons l'annulation de toutes ses dettes à l'égard des métropoles impérialistes. Son droit à exproprier tous les avoirs, capitaux, entreprises possédés par les monopoles impérialistes, et en particulier français.

Nous exigeons le retrait de toutes les troupes françaises, le démantèlement de toutes les bases militaires et l'annulation de tous les accords liant l'avenir du Togo au bon vouloir de l'impérialisme français.

Nous lançons une enquête pour tenter de mieux connaître les lecteurs et les lectrices de Partisan. Vendu par nos militants et nos militantes, il l'est également par abonnements ou en kiosque. Nous n'avons ainsi aucun contact avec une grande partie de notre lectorat. Or nous faisons Partisan pour un public politisé ou en voie de politisation, intéressé par l'idéal révolutionnaire, au sein de la classe des exploités. Partisan atteint-il cette cible ? Est-il un outil adéquat ? C'est ce à quoi nous aimerions pouvoir répondre.

ENQUÊTE

Après avoir répondu aux questions, découper le questionnaire (tu peux ajouter des commentaires si nécessaire, sur une feuille jointe), envoyer le tout sous enveloppe timbrée à : Voie Proletarienne BP 48—93802 Epinay-sur-Seine cedex ou le remettre à un militant VP.

QUI ES-TU ?

1. Sexe : homme femme

2. Âge :

3. Lieu d'habitation ville ou région :

4. Profession :

en activité au chômage

5. Classe sociale ouvrier(ère) employé(e) classe moyenne autre :

6. ES-TU UN(E) MILITANT(E)

syndical(e) : oui non —si oui, dans quel syndicat ?

politique : oui non —si oui, dans quelle organisation ?

associatif(ive) : oui non —si oui, dans quel(les) association(s) :

non militant(e) :

Si tu n'es pas un(e) militant(e) politique organisé(e), souhaites-tu un jour participer à une organisation ? oui non

Si oui, quels seront tes critères pour choisir cette organisation ? réponse :

7. COMMENT AS-TU CONNU PARTISAN ? par un(e) militant(e) VP

par un(e) autre lecteur(rice) de Partisan par internet

en kiosque ou en librairie à la lecture d'un article y faisant référence

dans quel journal ? par hasard autres :

8. COMMENT TE PROCURES-TU PARTISAN ? par abonnement

par un(e) militant(e) VP en kiosque ou en librairie autres :

9. QUAND TE PROCURES-TU PARTISAN ? tous les mois chaque mois, quand tu le trouves plus de 5 fois par an moins de 5 fois par an

10. ES-TU EN RELATION AVEC DES MILITANTS DE VP ? oui non

11. QUELS AUTRES JOURNAUX MILITANTS LIS-TU ? réponse :

COMMENT UTILISES-TU PARTISAN ?

12. DANS CHAQUE NUMÉRO TU LIS tous les articles la moitié moins de 3 articles

presque rien pourquoi ?

13. CORRESPONDANCE AVEC PARTISAN

as-tu déjà écrit à Partisan ? oui non

as-tu déjà eu envie de réagir sans l'avoir fait ? oui non

14. PARTISAN AUTOUR DE TOI

as-tu déjà prêté Partisan ? oui non

as-tu déjà montré un article de Partisan à quelqu'un ? oui non

as-tu déjà conseillé à quelqu'un d'acheter Partisan ? oui non

sais-tu qu'il existe un abonnement «à l'essai» de 3 mois pour 3 euros ? oui non

QUE PENSES-TU DE PARTISAN ?

15. QUEL TYPE D'ARTICLE T'INTÉRESSE LE PLUS

syndical infos sur des luttes international historique

analyse critique de la situation politique

analyse critique d'autres formations politiques

culturel (livres, films...) scientifique un peu tout selon les moments

autres :

16. LES ARTICLES LES PLUS INTÉRESSANTS les 3 ou 4 articles (indiquer les titres) qui t'ont le plus intéressé dans les derniers numéros que tu as lus :

17. LA «UNE» (LA COUVERTURE) donne la liste de tes «unes» préférées parmi les Partisan que tu as lus (indiquer les numéros ou mois de parution):

18. CE QUE TU AIMERAIS

quels thèmes souhaiterais-tu voir plus traités ?

quels thèmes souhaiterais-tu voir moins traités ?

comment définirais-tu le niveau politique de Partisan ?

facile difficile très difficile commentaire :

que souhaiterais-tu apporter à Partisan ? en sens-tu la possibilité ?

cine

The Take

THE TAKE, LA PRISE EN FRANÇAIS, C'EST L'HISTOIRE DE CHÔMEURS ARGENTINS QUI DÉCIDENT DE REVENIR SUR LES

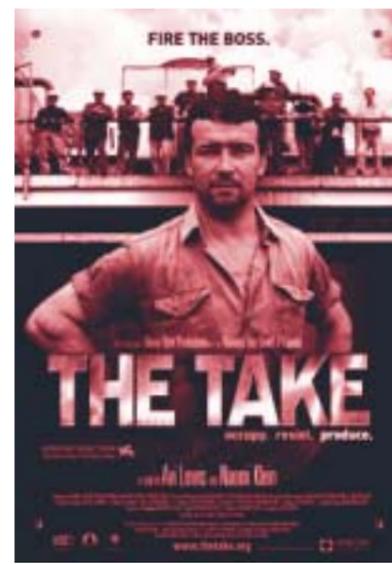
LIEUX DE L'USINE DONT ILS ONT ÉTÉ LICENCIÉS : L'ENTREPRISE FORJA, QUI FABRIQUAIT DES PIÈCES FORGÉES ET USINÉES. MALGRÉ LES PRESSIONS DE LA JUSTICE, ILS REFUSENT D'EN PARTIR, SE CONSTITUENT EN COOPÉRATIVE ET FINALEMENT, REDÉMARRENT LA PRODUCTION. LES RÉALISATEURS, AVI LEWIS ET NAOMI KLEIN, ONT VOULU RÉPONDRE AUX ATTAQUES DES JOURNALISTES ET DES POLITIENS : «VOUS CRITIQUEZ, MAIS FINALEMENT, VOUS VOLEZ QUOI ? C'EST QUOI VOS SOLUTIONS ?»

DE LA PRISE D'USINE A LA REVOLUTION SOCIALE ? Les réalisateurs sont donc partis en Argentine à la recherche d'ouvriers «bâissant une nouvelle économie». Car l'Argentine des années 2000, c'est l'histoire d'un effondrement économique, d'un chômage de masse bien plus important qu'en France, et d'une économie vendue

aux monopoles impérialistes par les hommes politiques argentins. Cette situation a provoqué ce qui a été appelé l'Argentinazo en décembre 2001, un soulèvement populaire. Le mouvement de reprise d'usines, abandonnées par les patrons suite à des faillites en chaîne, a fait partie de ce soulèvement général. Les deux prises les plus célèbres ont été (et sont toujours) l'entreprise de céramiques Zanon et l'usine de confection Brukman dont nous avons déjà parlé dans Partisan.

Ces prises d'usines étaient et restent politiquement très importantes pour plusieurs raisons qui transparaissent The Take. D'abord, redémarrer l'usine sans patron reste hautement subversif. Cela donne des idées aux ouvriers. L'idée d'une voie à suivre à une échelle bien plus grande. Dans le film, une ouvrière de Brukman déclare : «La gestion, finalement, c'est facile. C'est des additions et des soustractions. Je crois qu'on pourrait le faire pour l'ensemble du pays».

Ensuite, l'existence de ces usines «redémarrées» portent trop de symboles insupportable pour la bourgeoisie argentine ou impérialiste : faire tourner une usine sanctionnée



comme non rentable met en évidence un échec des capitalistes. Parfois cela met aussi en évidence des pillages et des malversations. De plus, ces usines servent aussi généralement de point d'appui à l'ensemble du mouvement, en particulier aux chômeurs. Enfin, il y a le risque d'une généralisation, c'est-à-dire d'une révolution sociale. Tout cela fait que la bourgeoisie met tout son poids pour fermer, détourner ou pour reprendre ces fabriques. Parfois de façon sournoise, parfois par la manière forte. Cela a été l'occasion de scènes de guerre sociale, comme on le voit dans le film autour de Brukman, au cours de l'année 2003, où l'ensemble du mouvement a du se mobiliser pour défendre et reprendre l'usine.

LE COLLECTIF TRANSFORME LES RELATIONS SOCIALES. The Take montre cette réalité de la lutte de classe en Argentine, tout en s'attardant sur la trajectoire de ces ouvriers. Des ouvriers qui pleurent en retrouvant certains ateliers vidés de leurs machines. Qui pleurent en parlant de leur combat pour nourrir leurs enfants et leur faire une vie digne. On pleure beaucoup dans cette lutte pour se retrouver en tant qu'humain contre la déshumanisation et la désolation amenée par la politique du FMI et des dirigeants argentins. Et le sens du film, c'est aussi qu'on se retrouve comme être humain à travers le collectif. Aussi bien le collectif de travail, que les divers collectifs mis en place autour des usines reprises : les centres de santé, les cantines et surtout, le collectif de lutte qui affronte les juges, les lacrymogènes et l'ordre capitaliste.

The Take met aussi en évidence les illusions de certains ouvriers et les compromis qu'ils font avec les hommes politiques détestés, afin que leur reprise soit régularisée. Mais les contradictions, c'est la vie et c'est aussi le mérite de ce film de montrer tous ces aspects. **SUITE EN PAGE 9**

★ Agenda mai-juin

RENCONTRE INTERNACIONALISE

Non à la fermeture de l'usine Areva (ex-Alstom) de Saint-Ouen ! Le 21 mai. De 15 h à 21 h. Bourse du Travail de Saint-Ouen (93). 3 rue Ambroise-Croizat. M° Mairie de Saint-Ouen. Le Groupe de Défense de l'Emploi organise une rencontre internationaliste (voir p. 2)

JUSTICE POUR KAMEL

Le 24 mai. 13H30. la Cour d'Appel de Nancy rend son verdict sur l'affaire de l'incendie de l'usine Daewoo-Orion de Mont-Saint-Martin. L'Union Locale CGT de Longwy, ainsi que le Comité de soutien à Kamel invitent à une présence massive des signataires de l'Appel «Justice pour Kamel Belkadi» et de celles et ceux qui refusent les parodies de justice.

SPECTACLE : MAHMOUD DARWICH

Du 27 au 29 mai. Théâtre National de Toulouse. 1 rue Pierre-Baudis. Tel : 05 34 45 05 00. Réserv : 05 34 45 05 05. Nombreux sont ceux qui voient en lui la «voix de la Palestine». Mais la voix d'un poète, magnifique, plus que celle d'un prophète. Celle d'un homme pour qui dire la beauté, c'est aussi résister.

1^{ER} JUIN : JOURNÉE NATIONALE D'ACTION DE RESF

CINÉ : UN FILM SUR L'USINE ZANON (ARGENTINE)

Recuperadas, sur l'usine Zanon. Projection-débat organisée par le Calpa. 4 juin. 19h30. Salle Jean-Dame, 17 rue Léopold-Bellan 75002 Paris. Info : www.calpa-paris.org.

EXPO : LE MOUVEMENT OUVRIER LIMOUSIN

Jusqu'au 30 juin. Archives départementales de la Haute-Vienne, 1 allée Alfred-Leroux, Limoges (tel : 05 55 50 97 60) ; puis du 7 juillet au 15 août, au pavillon du Verdurier ; enfin, du 8 au 30 septembre. Maison des Consuls, rue Lucien-Dumas à St Junien.

POUR NOUS ÉCRIRE →

vp.partisan@caramail.com

Voie Proletarienne—BP 48—93802 Epinay-sur-Seine cedex

SOMMAIRE 195

| | |
|------------------------------------------------------------|-----|
| ÉDITO : LE 29 MAI ET APRÈS... | 2 |
| CC DE L'OCML-VP : POURQUOI NOUS VOTERONS NON | 3 |
| DÉLOCALISATIONS : 5 QUESTIONS-5 RÉPONSES | 5 |
| SYNDICATS : CGT SANOFI-AVENTIS, USINE DE VITRY : INTERVIEW | 6-7 |
| RÉSEAU ÉDUCATION SANS FRONTIÈRES | 8 |
| GRANDEUR ET DÉCADENCE DE L'ÉTAT NATIONAL | 9 |
| IRAN, FRANCE, LIBERTÉS POLITIQUES | 10 |
| TOGO : L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS S'IMPOSE | 11 |

Parution du numéro 196 vers le 29 mai. Date limite pour envoyer vos articles : 9 juin